

7 octobre

Guide pratique pour décrypter
la guerre Israël-Hamas

Gil Troy et Dov Maïmon



JEWISH PEOPLE POLICY INSTITUTE
המכון למדיניות העם היהודי

Established by the Jewish Agency

7 octobre

**Guide pratique pour décrypter
la guerre Israël-Hamas**

Gil Troy et Dov Maimon

LES CHIFFRES

LES FAITS

L'HISTOIRE



JEWISH PEOPLE POLICY INSTITUTE
המכון למדיניות העם היהודי

Copyright © The Jewish People Policy Institute (JPPI)

(Créé par l'Agence juive pour Israël) Ltd. (CC)

Jérusalem 2024/5784

JPPI, campus de Givat Ram, B.P. 39156, Jérusalem 9139101, Israël

Téléphone : 972-2-5633356 | Fax : 972-2-5635040 | www.jppei.org.il

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être traduite, reproduite, stockée dans un système d'extraction ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre, sans l'autorisation écrite expresse de l'éditeur.

Imprimé et distribué par The Jewish People Policy Institute

Conception graphique : Maya Haser

Traduction française : Stéphanie Amar

ISBN 978-965-7549 -32-2

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	5
FAQ	7
<i>Réponses Éclair à Cinq Questions Délicates</i>	
CHAPITRE 1	11
<i>Que s'est-il passé le 7 octobre ?</i>	
CHAPITRE 2	21
<i>Comment Gaza est-elle devenue une telle menace pour Israël ?</i>	
CHAPITRE 3	35
<i>Vue d'Israël : une seconde guerre d'indépendance</i>	
CHAPITRE 4	45
<i>Une communauté internationale divisée</i>	
CHAPITRE 5	57
<i>Déconstruire les accusations qui diabolisent Israël</i>	
ÉPILOGUE	69
<i>Les leçons du 13 avril</i>	
ANNEXE	71
<i>Histoire d'Israël de l'antiquité à nos jours</i>	

PRÉFACE

Que vous soyez juif ou non, en Israël ou à l'autre bout du monde, cette brochure est pour vous. Elle est née d'une urgence : celle de comprendre, de décrypter et d'apporter des réponses aux accusations portées par les médias et les réseaux sociaux sur les événements qui ont frappé Israël et le Moyen-Orient depuis le 7 octobre 2023.

Ce jour-là, le monde a basculé. L'attaque terroriste la plus meurtrière de l'histoire d'Israël a coûté la vie à plus de 1 200 personnes, bouleversant l'équilibre précaire de toute une région. Elle a ravivé des blessures anciennes et en a ouvert de nouvelles, profondes et douloureuses.

Un an après l'attaque, Israël se trouve plus que jamais confronté à des menaces multiples. Le ministre de la Défense Yoav Gallant résume : « Nous sommes attaqués sur sept fronts : Gaza, le Liban, la Syrie, le Territoire de l'Autorité Palestinienne, l'Irak, le Yémen et l'Iran ». Israël a dû lancer une offensive à Gaza, repousser une attaque iranienne sans précédent, et subir plus de 6 300 tirs de roquettes du Hezbollah.

Plus inquiétant encore, la guerre militaire contre Israël est doublée d'une guerre intellectuelle mondiale. Les Juifs de la diaspora se retrouvent en première ligne d'une bataille idéologique. Sur certains campus, la tension monte. On ne critique plus seulement les actions d'Israël, c'est son existence même qui est remise en question. Ses alliés peinent à comprendre qu'il s'agit pour Israël d'une véritable guerre de survie. Leurs critiques, souvent liées à leur politique intérieure, fragilisent la position d'Israël.

Fort heureusement, sur le plan militaire, Israël s'en sort mieux que prévu dans ce conflit urbain complexe. L'armée a mis hors d'état de nuire plus de douze mille terroristes du Hamas, et saisi un arsenal colossal. Cependant, le bilan humain reste lourd, avec de trop nombreuses victimes palestiniennes, en partie à cause du refus des pays arabes limitrophes d'ouvrir leurs frontières pour accueillir temporairement ces civils parfois pris entre deux feux. Sur le front intérieur, les querelles politiques refont surface. La gestion épineuse de la libération des otages, et de ses conditions, et celle de l'avenir du leadership israélien, divisent l'opinion.

L'issue du conflit reste incertaine. En diaspora, la recrudescence alarmante d'actes antisémites rappelle les périodes les plus sombres de l'histoire. Les Juifs qui vivent au rythme de ce qui se passe en Israël, sont sidérés. Ils s'interrogent sur les choix d'Israël, son avenir et son image internationale. Plus que jamais, les Juifs d'Israël et de la diaspora ont le sentiment d'être dans le même bateau.

Premier opus d'un nouveau projet du JPPI sur « Réinventer le sionisme au XXI^e siècle », cette brochure se propose d'apporter une analyse rigoureuse, des données précises, des graphiques éclairants et une chronologie détaillée.

Nous remercions Barry Geltman pour son travail d'édition, Maya Haser pour ses graphiques, Yair Orvieto et Shai Bernat-Kunin pour leur précieuse recherche, et Doron Krakow pour son partenariat intellectuel. Notre gratitude va également à ceux qui ont contribué à la version française, notamment Dr. Yaël David, Israel Bar Tzion et Simon Moos. Les idées présentées ici sont toutefois celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du JPPI.

Nous dédions ce travail à la mémoire de toutes les victimes du Hamas, et particulièrement à Ben Mizrachi, jeune héros de 22 ans assassiné au festival de musique Supernova. Nos pensées vont aux otages encore aux mains du Hamas, subissant des traitements inhumains. Nous gardons espoir en une paix véritable.

Plongez dans cette analyse, questionnez, réfléchissez, débattiez. C'est en comprenant mieux que nous pourrons œuvrer pour un avenir meilleur.

Jérusalem, Août 2024

FAQ

RÉPONSES ÉCLAIR À CINQ QUESTIONS DÉLICATES

1. QUE S'EST-IL PASSÉ LE 7 OCTOBRE ?

Le 7 octobre 2023 restera gravé comme l'une des journées les plus sombres de l'histoire d'Israël. Ce jour-là, l'État hébreu a subi une attaque sans précédent, minutieusement planifiée et exécutée avec une brutalité volontaire. Plus de 3 000 terroristes du Hamas, accompagnés de milliers de pillards gazaouis, ont franchi la frontière lors de l'opération cyniquement nommée « Tempête Al-Aqsa ». Parmi eux, certains avaient longtemps travaillé aux côtés des Israéliens, exploitant la confiance qui leur avait été accordée.

Le bilan humain est catastrophique : 1 210 morts, dont 1 139 Israéliens et 71 étrangers de 30 pays différents. S'y ajoutent 4 834 blessés et 253 otages de tous âges, dont beaucoup sont toujours aux mains du Hamas.

Cette attaque ne s'est pas limitée au Sud d'Israël. Le Hezbollah a simultanément ouvert un second front au Liban, forçant ainsi 150 000 Israéliens à fuir leurs foyers dans le Nord et le Sud du pays. Le conflit s'est rapidement étendu à l'échelle régionale : dès le 17 octobre, l'Iran a donné le feu vert à ses alliés, notamment les Houthis yéménites, pour cibler le trafic maritime international et les bases américaines en Irak, en Syrie et en Jordanie.

Face à cette agression multiforme, Israël n'a eu d'autre choix que d'exercer son droit de se défendre et son devoir de protéger sa population. L'État hébreu a lancé une contre-offensive d'envergure contre le Hamas à Gaza, tout en ripostant aux provocations du Hezbollah au nord.

2. POURQUOI LE HAMAS A-T-IL ATTAQUÉ ?

Les motivations du Hamas s'enracinent dans une idéologie islamiste totalitaire profondément antisémite. Ce mouvement djihadiste s'est engagé, dans sa charte fondatrice, à « anéantir » Israël. Son objectif ultime est l'établissement d'un État islamique sur l'intégralité du territoire qui constitue aujourd'hui Israël, un territoire qui serait purgé de toute présence juive souveraine.

Cette vision extrémiste se résume dans le slogan tristement célèbre : « Du Fleuve à la Mer », signifiant une Palestine s'étendant du Jourdain à la Méditerranée, sans aucune place pour un État juif. S'inspirant ouvertement des pamphlets antisémites de l'époque tsariste, l'article 25 de la charte du Hamas appelle à la « résistance armée » par « tous les moyens » pour détruire Israël. L'attaque a coïncidé avec l'accélération des accords d'Abraham. Ces accords, normalisant les relations entre Israël et des pays arabes, risquaient de marginaliser le Hamas et sa cause.

Il est crucial de comprendre que le conflit actuel ne résulte pas d'un différend territorial. En 2005, Israël s'est entièrement retiré de Gaza, allant jusqu'à évacuer 8 500 de ses propres citoyens. Malgré cela, depuis la prise de contrôle de Gaza par le Hamas en 2007, Israël fait face à des tirs de roquettes incessants visant aveuglément sa population civile. De même, Israël n'a aucun conflit territorial avec le Liban.

De nombreux dirigeants israéliens ont cédé à l'illusion d'un Hamas pragmatique, plus focalisé sur la gestion de Gaza que sur la destruction d'Israël. Cette vision naïve, appelée « conceptzia » en hébreu, a créé un faux sentiment de sécurité, brutalement anéanti le 7 octobre.

3. POURQUOI ISRAËL A-T-IL LANCÉ UNE GUERRE QUI A TUÉ ET DÉPLACÉ TANT DE CIVILS ?

Israël a lancé cette guerre en réponse à une attaque dévastatrice, exerçant son droit légitime à l'autodéfense. Durant les trois premiers jours, en repoussant l'envahisseur, 382 soldats, 59 policiers, 13 médecins, et des dizaines de civils mobilisés spontanément ont été tués. Pour éviter la répétition des événements du 7 octobre, Israël a élargi ses objectifs pour affaiblir durablement les capacités militaires du Hamas et briser sa volonté de reproduire cette invasion.

Cependant, cette décision s'est heurtée à une difficulté majeure : le Hamas avait

délibérément dissimulé ses infrastructures militaires au cœur des zones civiles de Gaza, utilisant des hôpitaux, des écoles, des mosquées et des immeubles résidentiels comme couvertures humaines, tout en développant un réseau tentaculaire de tunnels souterrains. Cette stratégie cynique de guérilla urbaine place délibérément les civils en danger, les utilisant comme boucliers humains.

Malgré ces obstacles, Israël a déployé des efforts sans précédent pour protéger les non-combattants, parvenant à maintenir le ratio de civils tués par rapport aux combattants – le ratio de Tsahal est d'environ 1:1,1 – bien en deçà de celui observé lors d'autres interventions militaires en zone urbaine, comme celles menées par les États-Unis en Irak et en Afghanistan, où il dépassait souvent 4 pour 1.

Sur le terrain, les soldats israéliens se sont retrouvés confrontés à des dilemmes déchirants, entre la nécessité de se protéger et de neutraliser les menaces et la volonté de minimiser les pertes civiles. Ces pertes sont exacerbées par le refus des pays arabes limitrophes, et en premier lieu l'Égypte, d'ouvrir leurs frontières pour accueillir temporairement les civils pris entre deux feux.

4. POURQUOI CETTE GUERRE MOBILISE-T-ELLE DES MANIFESTATIONS MASSIVES QUE LES AUTRES CONFLITS NE SUSCITENT PAS ?

L'attaque du 7 octobre a marqué les esprits par sa brutalité sans précédent. Les images insoutenables de civils massacrés indistinctement – personnes âgées, femmes enceintes, enfants – ont provoqué une horreur universelle. La diffusion en direct de ces atrocités sur les réseaux sociaux par les terroristes eux-mêmes a amplifié le traumatisme collectif, touchant des millions de personnes à travers le monde.

Paradoxalement, cette violence extrême n'a pas suscité la condamnation unanime attendue. Un réseau d'activistes propalestiniens, patiemment construit depuis des décennies, a habilement détourné le narratif. En exploitant l'empathie envers les victimes civiles à Gaza, ces groupes ont réorienté le débat, éclipsant la nature terroriste de l'attaque initiale. Chacun de ces groupes d'activistes, pour des raisons qui lui sont propres, a contribué à cette distorsion du discours public.

Ces forces anti-israéliennes s'inscrivent dans un mouvement plus large d'opposition à l'Occident et à ses valeurs libérales. Tandis que les islamistes cherchent à étendre leur

influence en Europe, les acteurs internationaux comme l'Iran, le Qatar, la Turquie, la Russie et la Chine poursuivent leurs propres objectifs géopolitiques à travers ce conflit.

Profitant d'un antisémitisme latent, les activistes et journalistes d'extrême gauche instrumentalisent cyniquement la cause palestinienne pour promouvoir leur agenda antilibéral et électoraliste. Ce conflit leur offre une plateforme pour perturber les campus universitaires, les institutions internationales, les sessions parlementaires et l'ordre public.

5. POURQUOI L'IRAN A-T-IL ATTAQUÉ ISRAËL LE 13 AVRIL ?

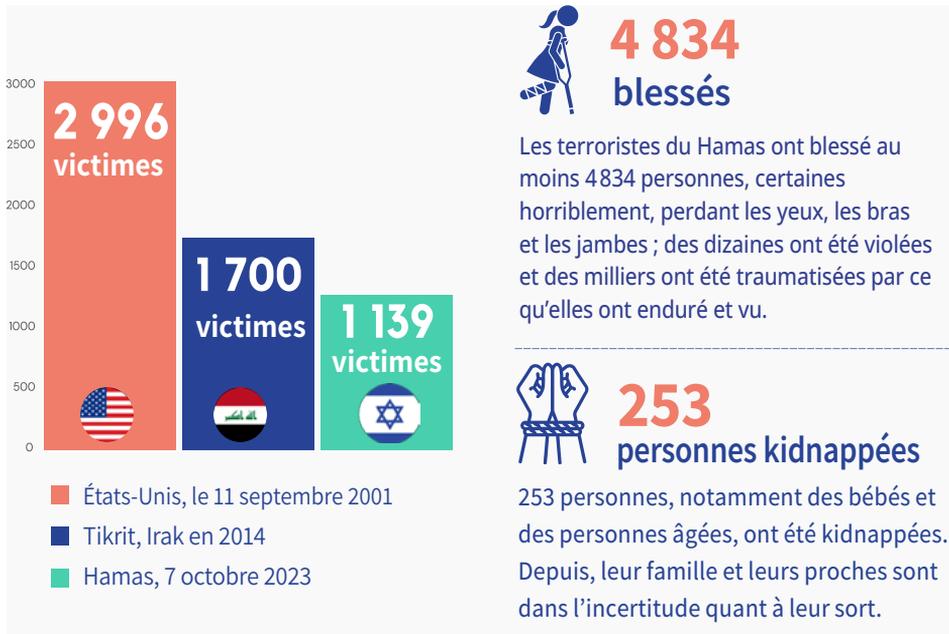
Les dirigeants iraniens ont justifié leur barrage de 320 roquettes, drones et missiles, contre Israël par la mort en Syrie de deux généraux iraniens de haut rang. Cette explication occulte cependant un contexte plus large. La République islamique d'Iran nourrit une obsession pour la destruction de l'État juif. Depuis des décennies, Israël et le régime iranien s'affrontent dans l'ombre. L'un des généraux tués, Mohammed Zahedi, était impliqué dans l'orchestration de l'attaque du Hamas le 7 octobre. Il avait également donné son aval aux offensives ultérieures contre Israël, menées par le Hezbollah, les Houthis et d'autres membres de « l'axe de la résistance ». D'une part, le fanatisme islamiste, chiite comme sunnite, conteste toute souveraineté politique juive. De l'autre, Israël est perçu comme un allié de la démocratie libérale américaine ennemie et de ses alliés européens. Malgré le succès remarquable d'Israël et de ses alliés dans l'interception de la majorité des projectiles, l'ampleur de l'attaque et ses intentions meurtrières ne sauraient être minimisées ou excusées.

1

QUE S'EST-IL PASSÉ LE 7 OCTOBRE ?

Le 7 octobre 2023 marque la journée la plus sanglante de l'histoire juive depuis la Shoah. La violence ciblant les plus vulnérables, des nourrissons aux survivants âgés de la Shoah, a révélé une cruauté évoquant les pires atrocités nazies. Aux cris de « massacrez les Juifs », les terroristes du Hamas ont tué indistinctement arabes et bédouins israéliens, Palestiniens de Cisjordanie, ouvriers agricoles gazaouis, thaïlandais et népalais résidant en Israël, simplement par association aux « Juifs ».

Les attentats terroristes les plus sanglants



En nombre de morts : le 7 octobre est le troisième attentat le plus sanglant de l'histoire, après celui d'Al-Qaïda qui a tué 2 996 civils aux États-Unis le 11 septembre 2001 et les 1 700 recrues de l'armée irakienne exécutées par les djihadistes de l'EIIL à Tikrit, en Irak, en 2014.

Par habitant : le 7 octobre est l'attentat terroriste le plus sanglant de l'histoire, avec un ratio de 1,19 personne tuée pour 10 000 Israéliens ; le deuxième, à Tikrit, avait un ratio de 0,46.

L'équivalent américain : 40 000 victimes, soit treize 11 septembre.

Etienne Gernelle, directeur de l'hebdomadaire Le Point, donnera plus tard un témoignage poignant de l'évènement :

« Ils ont tué, et tué encore, par balles ou au couteau, des familles, enfants et vieillards, des femmes enceintes. Ils ont violé, mutilé pour humilier, annihiler. Il a fallu des jours, parfois des semaines, pour identifier certains corps, si abîmés qu'aucun parent ne pouvait les reconnaître. Des archéologues ont été appelés à l'aide. Comme si on avait dénié aux victimes non seulement le droit de vivre, mais aussi celui d'avoir existé. Les tueurs riaient, se filmaient, se vantaient au téléphone. Tout cela était non seulement permis, mais souhaité. Parce que l'objectif n'était pas de vaincre mais d'éradiquer, parce que les cibles étaient des Juifs. Les hommes du Hamas sont ensuite repartis avec des otages. La seule valeur de ces vies-là : être d'autres morts en puissance ». Un pogrome au XXI^e siècle, ouvrage collectif, Point/Flammarion, 2024.

Un an plus tard, les Israéliens sont étonnés de devoir encore se battre. Les soutiens d'Israël restent sous le choc. La riposte israélienne s'est muée en une guerre longue et ardue visant à anéantir les capacités militaires du Hamas, libérer les 253 otages, briser l'émprise totalitaire du Hamas sur Gaza, et dissuader d'autres ennemis d'Israël d'envisager une invasion mortifère similaire – que les dirigeants du Hamas ont juré de réitérer « une deuxième, une troisième, une quatrième fois ». La tactique de guérilla du Hamas privilégiant la dissimulation parmi les civils a entraîné bien évidemment de nombreuses victimes collatérales, ainsi que la mort de nombreux terroristes déguisés en civils.

Le 7 octobre, des manifestations aux cris de « Mort aux Juifs » ont éclaté mondialement, avant même la riposte israélienne et alors que les massacres étaient toujours en cours. Après l'entrée d'Israël dans Gaza le 27 octobre et l'augmentation du nombre de victimes gazaouies, ces manifestations se sont intensifiées. Des slogans comme « Le viol est une résistance » et « Les bébés sont aussi des colons » ... « Libérez la Palestine par tous les moyens nécessaires », ont émergé. Les actes antijuifs se sont multipliés : harcèlement, graffitis, agressions. Un complot terroriste visant les « personnes juives » a été déjoué à Ottawa. En France, des Juifs de tous âges ont subi des agressions violentes. À Montréal, des écoles juives ont essuyé des tirs. Au printemps, avec plus de 130 campements « antisionistes » dans les grandes universités, deux étudiants juifs sur trois interrogés se disaient menacés, rapportant des slogans non seulement « antisionistes », mais bien antisémites, et des menaces personnelles comme « nous savons où vous habitez », et « les sionistes doivent mourir ».

Les foules anti-israéliennes s'en sont aussi souvent prises aux alliés d'Israël, brûlant des drapeaux américains à New York et des drapeaux britanniques à Londres. Des manifestants « propalestiniens » ont pourchassé Michael Grove, un ministre britannique, dans la gare Victoria de Londres. Certains ont crié « Fuck the Jews » devant l'opéra de Sydney. D'autres ont perturbé la cérémonie d'illumination de l'arbre de Noël du Centre Rockefeller à New York, ou la fête du Nouvel An du maire de Toronto dans une patinoire, et plusieurs cérémonies de remise de diplômes. Des manifestants ont crié leurs slogans « antisionistes » devant le centre de traitement du cancer Memorial Sloan Kettering à New York, ont éclaboussé de peinture rouge les portes de la Maison Blanche, et ont menacé d'attenter à la vie des athlètes israéliens qui participaient aux Jeux Olympiques de Paris. L'un des objectifs de ces attaques contre les alliés d'Israël est de les effrayer afin de les inciter à se désolidariser d'Israël.

LE 6 OCTOBRE : LE CONTEXTE

Le 6 octobre, une grande partie des Israéliens était plus préoccupée par leurs divisions internes que par leurs ennemis extérieurs. Après un an et demi dans l'opposition, Benjamin Netanyahu était revenu au poste de Premier ministre le 29 décembre 2022. Il est le Premier ministre israélien ayant exercé le plus longtemps ses fonctions, dirigeant le pays de 1996 à 1999, puis de 2009 à 2021.

Malgré une coalition gouvernementale qui contrôlait 64 des 120 sièges de la Knesset, le gouvernement de Netanyahu a rapidement fait face à une opposition intense, tant dans les médias que dans la rue. Cette opposition s'est surtout focalisée sur la proposition de réforme du système judiciaire israélien, une question qui a exacerbé les clivages claniques, idéologiques et religieux.

Pour la première fois dans l'histoire politique mouvementée d'Israël, de nombreux réservistes de l'armée ont menacé de ne pas se présenter en cas de mobilisation.

Malgré ce climat de tensions internes, l'Arabie saoudite semblait prête à normaliser ses relations avec Israël. Depuis les accords d'Abraham signés en septembre 2020, le Proche et Moyen-Orient avaient connu des changements importants, avec la création de liens économiques, culturels et politiques entre Israël et des pays comme les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan.

Les ennemis d'Israël, en particulier l'Iran, cherchaient à saboter ces initiatives de paix.

Le régime iranien poursuivait ses efforts pour développer des armes nucléaires tout en menaçant Israël, surnommé le « petit Satan », et les États-Unis, qualifiés de « grand Satan ». L’Iran et le Qatar finançaient des groupes terroristes à travers la région, fournissant au Hamas à Gaza, et au Hezbollah au Liban des roquettes, des armes et des combattants. Le Hamas cherchait également à affaiblir l’Autorité palestinienne, qui contrôle les territoires contestés de « Judée et Samarie », aussi appelés « Cisjordanie ». Le 6 octobre, la majorité des Israéliens était plus inquiète de la montée du terrorisme dans ces territoires que des menaces proférées par le Hamas.

L’INVASION

À 6h29, le 7 octobre 2023, le Hamas a tiré 5 000 roquettes en l’espace de 20 minutes. Israël comptait sur une barrière de sécurité de 64 km le long de la frontière avec Gaza, un projet d’un milliard de dollars conçu pour détecter et repousser les infiltrations grâce à des mitrailleuses télécommandées et d’autres dispositifs. La puissance de feu à l’ancienne du Hamas et la destruction méthodique de certains systèmes de surveillance ont submergé les défenses de haute technologie. Les roquettes, les mines et les bulldozers ont créé sept points de passage principaux pour 3 000 terroristes. Le Hamas a tendu des embuscades aux soldats et aux civils qui se précipitaient vers les abris et les armureries. Certains terroristes ont survolé la clôture en parapente, semant la mort parmi les Israéliens, notamment lors du festival de musique Supernova, où 4 000 personnes dansaient près de la frontière.

Les centres de commandement et de contrôle israéliens dans le Sud ont été submergés. Des milliers de civils de la bande de Gaza ont rejoint les combattants du Hamas. Certains étaient dirigés par des journalistes palestiniens qui avaient recueilli des renseignements pour le Hamas en Israël. Les documents retrouvés par les Israéliens ont montré que l’attaque a été soigneusement planifiée pendant plus de deux ans. Les terroristes disposaient de cartes et de plans de bataille pour chacune des localités. Certains connaissaient les horaires de prière des synagogues, espérant y tuer des Juifs qui célébraient Chabbat et Simh’at Torah, la fête du don de la Torah. Les terroristes ont également pris le contrôle de trois bases militaires, dont le quartier général de la division de Gaza de l’armée israélienne, et ont pris d’assaut le principal commissariat de police de Sdérot, une ville de plus de 30 000 habitants.

Selon des rapports de services de renseignement, les ambitions du Hamas dépassaient ce qui a été réalisé lors de son attaque. Leur plan était de s’emparer d’un maximum de localités dans le sud d’Israël, puis de progresser le long du littoral méditerranéen. Leur

objectif ultime était d'atteindre des centres urbains majeurs comme Ashkelon, Ashdod, et potentiellement Tel-Aviv. Ces informations suggèrent que si cette opération avait réussi, et si elle avait été menée en coordination avec une offensive du Hezbollah depuis le nord, les conséquences auraient pu être bien plus dévastatrices.

Un terroriste du Hamas capturé a révélé l'étendue de leur plan : « Nous devons aller de maison en maison, de pièce en pièce, lancer des grenades et tuer tout le monde, y compris les femmes et les enfants. Le Hamas nous a ordonné d'écraser leurs têtes, de décapiter et de couper les jambes ». Ce terroriste a reçu l'autorisation de commettre des actes nécrophiles sur le corps d'une jeune fille.

Lors d'un interrogatoire, à la question « Pourquoi avez-vous kidnappé des femmes ? », un terroriste a simplement répondu : « Pour les violer ». Un autre a été enregistré se vantant auprès de sa famille d'avoir tué « une dizaine de Juifs ».

En quelques heures seulement, les terroristes ont assassiné au moins 52 civils dans le kibboutz Kfar Aza. À Beerli, ils ont tué plus de 90 personnes, soit un dixième de la population du kibboutz. À Nir Oz, le bilan est encore plus lourd : 46 personnes tuées et 71 kidnappées, représentant un quart de la population. Les dégâts matériels sont considérables : près de la moitié des maisons de Beerli et 80% de celles de Nir Oz ont été endommagées. Les experts estiment que la reconstruction de Beerli coûtera à elle seule 80 millions de dollars.

L'attaque contre le quartier général de la police de Sdérot, symbole de la souveraineté israélienne, a fait 30 victimes. Par un concours de circonstances, les terroristes n'ont pas atteint une yeshiva où dormaient des centaines d'étudiants, située à seulement 190 mètres. Dans l'ensemble de la ville, 40 personnes supplémentaires ont été tuées.

Deux camionnettes remplies de terroristes ont pénétré de 24 kilomètres à l'intérieur du territoire israélien. À Ofakim, une ville de 40 000 habitants, ils ont tué 52 personnes. Trois mois après les événements, un habitant témoigne encore sous le choc : « Je n'arrive toujours pas à y croire. Il y avait des terroristes qui couraient dans notre quartier, dans nos rues ».

Le Hamas a transformé le festival international Supernova en bain de sang. Ils ont assassiné 364 personnes, ils en ont violé et mutilé des centaines et enlevé 40. « Nous ne pouvions pas imaginer que des centaines de terroristes puissent envahir Israël de cette façon », a déclaré Amir Ben Natan, 37 ans, au magazine *Rolling Stone*. « J'ai l'impression d'avoir été traqué à mort... Nous étions impuissants. Nous étions des civils sans arme qui étaient juste venus nous amuser ».

Le lendemain, Bono, le chanteur emblématique de U2, a dédié une chanson lors d'un de ses concerts à Israël et aux festivaliers victimes de l'attaque. « Nos cœurs et notre colère, vous savez vers qui ils sont dirigés... », a-t-il déclaré. « Nous chantons pour eux. Des gens comme nous, qui aiment la musique. Des esprits joyeux et créatifs. Des gens qui nous ressemblent... »

L'analyse de cette attaque sans précédent occupera longtemps les experts. Mais au-delà des failles sécuritaires, une question cruciale émerge : comment Israël a-t-il pu repousser la majorité des assaillants dès la tombée de la nuit, alors que le gros des troupes n'est arrivé que des heures plus tard ?

Cette réponse, moins médiatisée, met en lumière non pas des victimes juives assassinées, mais des Juifs qui se soulèvent et ripostent. Le 7 octobre, un front citoyen inattendu s'est formé : des civils, policiers et soldats, pris au dépourvu, ont repoussé les envahisseurs avec une bravoure sans égal. Ces commandos improvisés n'ont pas seulement sauvé d'innombrables vies. Ces Israéliens – juifs, arabes, bédouins et druzes – ont sauvé Israël.

LE 7 OCTOBRE BIS : QUAND LES ISRAÉLIENS ONT SAUVÉ ISRAËL

Si le 7 octobre incarne la barbarie du Hamas, le « 7 octobre bis » symbolise la résistance israélienne. Par sa riposte citoyenne spontanée, cette journée s'écarte des récits d'impuissance associés aux pogroms et à la Shoah. Au contraire, elle ajoute un chapitre des plus glorieux à l'épopée sioniste. Elle raconte comment des citoyens israéliens, armes en main, ont repoussé des assaillants résolus à les anéantir. Plus encore, elle témoigne d'une volonté inébranlable de vivre, de bâtir et de s'épanouir, face à l'adversité.

Inbal Lieberman, 25 ans, coordinatrice de sécurité du kibboutz Nir Am, a immédiatement compris que l'ampleur de cette attaque était différente de celles que les habitants de cette région assiégée avaient longtemps endurées. Elle a mobilisé 11 autres membres du kibboutz. Elle a empêché le rétablissement de l'électricité pour que les portes électriques du kibboutz ne s'ouvrent pas. Elle et ses voisins ont ensuite combattu les infiltrés pendant trois heures jusqu'à l'arrivée de Tsahal. Personne dans son kibboutz n'a été tué ce jour-là. « Je ne suis pas une héroïne, je n'étais pas seule », a-t-elle déclaré aux journalistes.

Lorsque les sirènes ont retenti à Beer-Shéva le 7 octobre au matin, les frères Noam

et Yishay Slotki ont pressenti une catastrophe imminente. Malgré leur observance habituelle du Chabbat et la fin de leur service militaire obligatoire, ils ont pris la décision de se rendre en voiture à la frontière de Gaza. Combattant jusqu'à leur dernier souffle, ils ont succombé à leurs blessures aux abords du kibboutz Aloumim.

Chaque frère a laissé derrière lui une femme et un bébé. Noam avait 31 ans et Yishay, 24 ans. Leur père, le rabbin Shmuel Slotki, a déclaré : « Ils ont réalisé qu'une action immédiate était nécessaire, conscients que l'armée ne pourrait intervenir à temps pour secourir les villages proches de Gaza. Ils ont donc pris sur eux cette responsabilité. À l'instar de nombreux autres, ils se sont engagés spontanément dans cette mission, sans y être conviés. Ce comportement témoigne d'un esprit d'héroïsme, d'un sens du devoir et d'un dévouement envers le peuple d'Israël ».

De nombreux policiers se sont battus avec acharnement ce jour-là. Yisrael Zinger, confronté au blocage des routes principales par les assaillants, a utilisé *Google Maps* pour trouver un itinéraire alternatif vers le lieu du concert. Son initiative a permis de mettre en sécurité un total de 500 participants du festival. Par la suite, il a rejoint d'autres officiers et soldats dans un combat d'une intensité sans précédent. Cette situation apporte un élément de réponse à la question « Où était l'armée ? ». Dès 7 heures du matin, de nombreux soldats étaient déjà engagés dans des affrontements violents sur plusieurs fronts. Interrogé alors qu'il récupérait de ses blessures sur son lit d'hôpital, Zinger n'a manifesté qu'un unique regret : « Dommage que nous n'ayons pas pu sauver plus de vies ».

Parmi les autres personnes qui ont sauvé des participants au festival, on trouve Oz Davidian, 53 ans, un agriculteur local qui a sauvé 120 personnes, et Youssef Ziadna, 47 ans, un chauffeur de taxi bédouin qui en a sauvé 30 autres. Chacun a utilisé sa connaissance de la région pour échapper aux terroristes.

À Ofakim, Itamar Allouche, policier de 39 ans, époux et père, est connu sur TikTok pour ses vidéos culinaires. Il s'y décrit comme un « gars ordinaire qui aime mitonner de bons petits plats pour le Chabbat ». Mais ses voisins, eux, le voient autrement : c'est un héros.

Pendant des heures, Allouche a affronté les terroristes. Son arme : un simple pistolet et un instinct de guerrier qu'il ignorait avoir. « Les terroristes, c'était 'ra-ta-ta-ta' avec leurs Kalachs », raconte-t-il. « Nous, c'était juste 'pan... pan... pan'. Mais ils n'avaient pas imaginé qu'on résisterait avec autant de détermination ».

Il parle, ému, d'un père et son fils, et de deux frères, qui ont foncé vers le danger. Chaque

Le Sionisme



Le mouvement de libération nationale juif, le sionisme, s'appuie sur trois idées fondamentales :

Les Juifs sont un peuple et pas seulement une religion, **Am Israel**.

Les Juifs ont des liens avec un territoire particulier, **Eretz Israel**.

Les Juifs ont le droit d'établir un État sur leur terre ancestrale **Méïnat Israel**.



Le sionisme est une expression fondamentale des valeurs juives et du projet sociétal biblique

Le sionisme, c'est Abraham et Sarah qui errent sur cette terre, Moïse et Myriam qui aspirent à entrer sur cette terre, et Moshe Dayan qui conquiert cette terre.

Le sionisme, ce sont les Juifs qui mangent une pomme trempée dans du miel au Nouvel An, qui brisent le verre pour honorer les temples détruits sous le dais nuptial et clament "L'an prochain à Jérusalem" à la fin du Seder de Pessah'.

Jusqu'en 1948, l'objectif principal du sionisme était d'établir un État juif

tout en créant un nouvel homme juif, fort, fier et libre. Depuis 1948, l'objectif du sionisme est de défendre l'État juif et démocratique lorsque cela est nécessaire, de continuer à le construire et à se nourrir de ses valeurs pour continuer à progresser.

Le sionisme aurait pu s'appeler "judéanisme"

au lieu d'être nommé d'après une colline centrale de Jérusalem, le mont Sion et Israël aurait pu s'appeler État de Judée au lieu d'être nommé d'après la Terre d'Israël. Il serait alors difficile de prétendre " Je ne déteste que la Judée et le judéanisme, pas les Juifs... "

Qualifier le sionisme de "colonialisme de peuplement "

revient à nier les liens profonds des Juifs avec la terre d'Israël. Les Juifs sont un peuple autochtone qui revient sur son territoire de naissance. Qualifier le sionisme de "racisme" ou "apartheid" revient à faire du conflit nationaliste entre Israéliens et Palestiniens une lutte raciale.

Les non-Juifs qui soutiennent Israël et le peuple juif peuvent être sionistes

tandis que les Arabes et les Juifs, qui vivent en Israël, mais ne croient pas que l'État juif soit aussi un projet du peuple juif peuvent être Israéliens sans être sionistes.

duo n'avait chacun qu'une seule arme. « Quel courage ! Quel dévouement ! » s'exclame Allouche. Les quatre y ont laissé leur vie.

Ironie du sort, les réseaux sociaux qui ont diffusé la propagande anti-Israël et des vidéos horribles ce jour-là, ont aussi permis de mobiliser les premiers défenseurs – les Commandos du Front Intérieur. Les groupes WhatsApp d'anciens militaires, d'habitude utilisés pour des bavardages et des tuyaux pour l'emploi, se sont transformés en centres

de commandement improvisés. Ces outils de discussion sont devenus de véritables QG virtuels.

Le groupe WhatsApp des commandos antiterroristes de Douvedevan a joué un rôle crucial dans la coordination des efforts de défense. Il a permis de partager rapidement des informations sur la localisation des menaces et de déployer stratégiquement des équipes de deux à quatre vétérans résidant à proximité des zones de conflit.

Tandis que les soldats d'active et les réservistes convergeaient en masse vers les villages attaqués en l'espace d'une à deux heures pour les libérer, d'autres combattants se sont positionnés à des carrefours stratégiques. Ces derniers ont créé de nouveaux groupes WhatsApp pour faciliter l'échange d'informations en temps réel avec les unités improvisées engagées dans les affrontements.

Cette utilisation ingénieuse de la technologie a permis une réponse rapide et coordonnée face à la menace, transformant un simple outil de messagerie en un système de communication tactique efficace au cœur de l'action.

Les opposants à la réforme judiciaire se sont eux aussi mobilisés rapidement. Durant les neuf mois de contestation politique, le mouvement « Ah'im LaNeshek » (Frères et Sœurs d'Armes) avait constitué un important réseau citoyen de réservistes d'élite. Ainsi, lorsque le Hamas a lancé son attaque, un réseau de vétérans chevronnés était déjà opérationnel, conséquence inattendue des turbulences politiques qu'avait connues Israël.

Il est à noter que, d'ordinaire, les anciens de Douvedevan sont politiquement plutôt orientés à droite, tandis que ce second réseau penche davantage à gauche. Cependant, face à l'épreuve, les divergences politiques se sont estompées. L'élan patriotique et l'excellente formation militaire ont pris le dessus, transcendant les clivages habituels et démontrant une unité nationale remarquable devant l'ennemi.

QUAND LES POLITIENS ONT FAILLI, C'EST LE PEUPLE QUI S'EST LEVÉ

Fini, le temps des menaces de ne pas servir. Face à l'effondrement de l'action gouvernementale et à la paralysie de Tsahal, c'est le peuple qui s'est dressé, forgeant un consensus au cœur du chaos. Dans cette heure sombre, alors que l'État risquait de s'effondrer, la société civile israélienne a révélé sa véritable force. Le peuple juif, enraciné à nouveau sur sa terre ancestrale, a fait preuve d'une créativité stupéfiante, déployant des solutions aussi ingénieuses que vitales pour surmonter le péril et préserver la nation.

Pour les Israéliens, la victoire va au-delà de la défaite du Hamas et du rétablissement de la dissuasion. Elle porte en elle la promesse d'une reconstruction rapide du sud pastoral, jadis havre de paix et de prospérité, sur ces terres non disputées d'avant 1967, avant que le désengagement de Gaza en 2005 ne vienne bouleverser l'équilibre.

Omri Bonim, l'un de ces héros ordinaires du kibboutz qui ont défendu Reim contre vents et marées, incarne cet esprit de résilience : « Notre retour sera le symbole de notre renaissance. Nous rebâtirons, pierre par pierre, et le monde verra la beauté indestructible de notre communauté ».

Le 7 octobre, l'invasion du Hamas a plongé Israël dans la stupeur. Tandis que le Hamas se plaignait sur la scène internationale de l'étranglement des Gazaouis par le blocus israélien, il avait accumulé en secret plus de 20 000 roquettes et creusé un dédale de tunnels de plus de 720 kilomètres avec 5 700 puits d'accès, sur un territoire long d'à peine 40 kilomètres. Pour donner une idée de l'ampleur, ce réseau souterrain est plus de trois fois plus long que le métro parisien et ses 226 km de lignes ! Un haut responsable du Hamas, Mousa Abu Marzouk, a affirmé à la télévision russe que ces tunnels étaient réservés aux combattants et que la protection des civils incombaux Nations Unies et aux « forces d'occupation », sous-entendant Israël. Malheureusement, la « prédiction » faite en 2005 par le président George W. Bush et la communauté internationale ne s'est pas réalisée. Ils avaient « prévu » qu'Israël obtiendrait la paix s'il se retirait de Gaza. Cependant, au lieu de la paix promise, Gaza s'est transformée en une forteresse retranchée, hostile et belliqueuse.

UNE BRÈVE HISTOIRE DE GAZA

L'implantation humaine à Gaza remonte à des millénaires. Dans la Bible, Samson y fut emprisonné et y mourut. En hébreu, Gaza se dit « Azzah », c'est-à-dire « ville forte ».

Les Ottomans ont gouverné Gaza du XVI^e siècle jusqu'en 1917, avec des interruptions occasionnelles, notamment lors de la conquête de la ville de Gaza par Napoléon en 1799. En 1920, après la Première Guerre mondiale, la Société des Nations a donné à l'Angleterre un mandat pour gouverner le territoire dénommé alors « la Palestine », qui incluait la bande côtière de Gaza. La Société des Nations a reconnu « le lien historique du peuple juif avec la Palestine » et a encouragé « l'installation de Juifs sur le territoire ». Un recensement britannique dénombrait 72 095 Gazaouis, dont 98,41 % de musulmans.

Un petit nombre de Juifs vivait à Gaza depuis des siècles. Mais, comme pour la communauté juive plus importante de Hébron, cette longue et riche histoire s'est

terminée avec les massacres arabes de 1929. Le 25 août 1929, la police britannique a escorté les Juifs de Gaza pour qu'ils prennent le train pour Tel-Aviv afin de les sauver. Les Britanniques ont ensuite interdit aux Juifs de revenir à Gaza, pour éviter de provoquer les extrémistes arabes.

Les tensions se sont accrues à mesure que le sionisme, mouvement de libération nationale juif, gagnait en puissance. Le sionisme politique affirme que les Juifs forment à la fois un peuple et une religion, qu'ils entretiennent des liens historiques profonds

La question de la Palestine



132 - 136 AEC

Après que les Romains ont écrasé la révolte de Bar Kochba, l'empereur Hadrien rebaptise la Judée/la terre d'Israël en Syrie Palaestina qui deviendra plus tard Palaestina, Palestine.

1920-1948

Sous le mandat britannique, les Arabes, les Chrétiens et les Juifs ont tous des passeports "palestinien" et sont appelés "Palestiniens".

1948-1949

Le chaos de la guerre d'indépendance d'Israël crée entre 700 000 et 750 000 réfugiés arabes.

Désormais, les citoyens juifs et non juifs du nouvel État sont appelés "Israéliens". Parmi eux, se regrouperont 850 000 réfugiés juifs qui ont quitté ou ont été chassés des pays arabes et musulmans.

La plupart des Arabes ayant des racines dans la Palestine sous mandat britannique, en particulier ceux résidant hors d'Israël, se qualifient eux-mêmes de "Palestiniens".

1964

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est fondée, promettant de libérer toute la Palestine, c'est-à-dire Israël dans ses frontières de 1948.

1967

la guerre des Six Jours est à l'origine d'environ 325 000 réfugiés palestiniens supplémentaires, mais Israël gagne des territoires sur la Syrie (les hauteurs du Golan), l'Égypte (le Sinaï et Gaza) et la Jordanie (Jérusalem-Est et les territoires disputés, appelés par certains par leurs noms bibliques de Judée et Samarie et par d'autres Cisjordanie, la rive ouest du Jourdain.)

avec leur patrie ancestrale et qu'ils ont le droit d'y rétablir leur État. Avant la fondation de l'État d'Israël, le 14 mai 1948, le mouvement sioniste s'est attaché à forger un « nouvel homme juif » – fort, fier et libre – tout en œuvrant à l'établissement d'un État juif démocratique sur sa terre historique. Aujourd'hui, le sionisme se consacre à la défense de l'État juif et du peuple juif, à la construction d'Israël et à son amélioration.

À l'aube de la création d'Israël, les pionniers sionistes ont mené une campagne audacieuse pour étendre la présence juive. Dans la nuit du 5 au 6 octobre 1946, ils ont fondé onze localités dans le désert du Néguev, dont Kfar Darom à Gaza. Cette opération visait à transformer le paysage et préparer l'accueil des immigrants juifs, alors bloqués par l'embargo britannique. L'élan se poursuivit après Yom Kippour 1946, avec la création d'autres kibboutzim comme Beer et Nirim. Deux symboles de l'esprit pionnier qui ont été les cibles de l'invasion du 7 octobre 2023,

L'histoire de Kfar Darom illustre la continuité et la complexité de la présence juive dans la région. Mentionné comme village juif dans le Talmud, le site fut acquis en 1930 par Tuvia Miller auprès de propriétaires arabes pour y créer un verger. Suite aux émeutes arabes de 1936–1939, Miller céda le terrain au Fonds National Juif (KKL). Kfar Darom, refondé en 1946 lors de l'opération des « 11 points du Néguev », résista deux ans avant de tomber aux mains de l'armée égyptienne en 1948.

Le 29 novembre 1947, à la veille du retrait britannique, l'ONU (successeur de la Société des Nations) tenta de résoudre le conflit entre Juifs et Arabes palestiniens. La résolution 181 de l'Assemblée générale proposa un compromis, réaffirmant le droit des Juifs à une patrie en Terre d'Israël – terre que les Romains avaient renommée Palestine en 135 dans une tentative d'effacer le lien millénaire des Juifs avec ce territoire. Ce plan de partage prévoyait la création de deux États indépendants, l'un arabe, incluant la bande de Gaza, l'autre juif, posant ainsi les bases d'une coexistence future.

Il est important de noter que près de 89% du territoire du mandat britannique, initialement ouvert à l'immigration juive par la Conférence de San-Rémo en 1920, avait été arbitrairement offert en 1921 par les Britanniques à leurs anciens alliés bédouins d'Arabie, en échange de leur soutien dans la guerre contre l'Empire ottoman. Ce n'était donc que sur les 21% restants que devaient se construire les deux États indépendants destinés aux Juifs et aux Arabes habitant sur place. Durant cette période, la terre à l'ouest du Jourdain, désormais accordée aux Juifs, connut une forte immigration arabe. Cette immigration était liée à la mise en valeur du pays par les Juifs et les Anglais, tandis que la Syrie traversait une période de famines.

De nombreux Juifs accueillirent avec anxiété, en 1947, l'idée de partager leur patrie et d'internationaliser Jérusalem, leur capitale, où ils étaient déjà redevenus majoritaires dès 1850. Cependant, David Ben Gourion, futur Premier ministre pragmatique, déclara qu'une demi-baguette vaut mieux que pas de pain du tout, surtout après la Shoah, qui impliquait l'accueil imminent de près d'un million de rescapés, bien souvent malvenus ailleurs. La majorité des leaders sionistes se rallièrent à ce compromis.

En revanche, la plupart des dirigeants arabes rejetèrent la proposition. Les radicaux, menés par le Grand Mufti de Jérusalem Haj Amin al-Husseini, proche de Himmler et Hitler, et idéologiquement hostile aux Juifs, étouffèrent les voix arabes modérées. L'historien Efraim Karsh soutient que l'intransigeance de ces extrémistes arabes leur a fait manquer l'occasion de créer un État, les amenant ainsi à « trahir la Palestine ».

Le rejet arabe du plan de partage et l'invasion massive, par cinq États arabes, qui suivit la reconnaissance internationale de la Déclaration d'Indépendance de l'État d'Israël le 14 mai 1948, rendirent caduc la proposition de compromis de l'ONU. Comme le souligne le *CIA World Factbook*, cette guerre israélo-arabe de 1948 eut pour conséquence la prise de contrôle de la bande de Gaza par l'Égypte. Ainsi, Gaza, initialement prévue dans l'État arabe du plan de partage, se retrouva sous administration égyptienne, fait illustrant les bouleversements géopolitiques engendrés par ce conflit, et le refus arabe du plan onusien.

À l'issue de la guerre, la population de Gaza connut une augmentation significative, passant à environ 240 000 habitants avec l'afflux de 160 000 Arabes de l'ex-Mandat de Palestine. Les raisons de cet exode furent diverses : beaucoup de civils avaient quitté volontairement le nouvel État israélien, pour fuir la guerre, à la demande de l'ONU, ou par refus ou crainte de vivre sous souveraineté juive après leur agression contre lui ; certains espéraient y revenir victorieux, après une défaite juive supposée ; et un certain nombre avaient été expulsés, pour des raisons militaires défensives. Un phénomène similaire se produisit sur la rive ouest du Jourdain, dans les régions historiques de Judée et de Samarie, tombées sous contrôle transjordanien. Là, la population arabe passa d'environ 420 000 à 764 900 habitants.

L'ONU créa l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) en décembre 1949, pour gérer environ 700 000 réfugiés arabes de l'ex-Palestine mandataire. Ce nombre, bien que conséquent, ne représentait qu'une fraction des dizaines de millions de réfugiés engendrés par la Seconde Guerre mondiale et ses suites, en Allemagne (12-14 millions), Europe de l'Est

(11 millions), Inde/Pakistan (10-15 millions), Chine (2 millions) ou Corée (2 millions). Initialement, l'UNRWA devait aider à la réinstallation de ces déplacés dans les immenses pays arabes, dont ils étaient en bonne part originaires, sur une période de trois ans, avant d'être dissoute.

Cependant, l'histoire prit un tournant différent. L'UNRWA soutint la résistance arabe à toute relocalisation et le refus idéologique des États arabes d'intégrer cette population sur leurs territoires. Cette situation a fait des « Arabes palestiniens » le seul groupe pour lequel le statut de réfugié est devenu transmissible de manière héréditaire, une situation sans parallèle. Au lieu de favoriser la réhabilitation des réfugiés, l'UNRWA s'est transformé en une machine de chantage émotionnel envers les Occidentaux, contribuant ainsi à la pérennisation de la misère et du discours victimisant.

HAMAS - PREUVES À L'APPUI



Acronyme arabe de "Mouvement de Résistance Islamique"
fondé en 1987

Il a continué à essayer de saper le processus de paix d'Oslo dans les années 1990 avec des **attentats suicides et d'autres actions terroristes.**

Sa charte de 1988 promet "d'élever la bannière d'Allah sur chaque centimètre de la Palestine" et "**d'anéantir**" Israël.

En 2007, il a pris le contrôle de Gaza après le désengagement complet d'Israël
lors d'un coup d'État violent.



Il a alterné entre des attaques contre Israël et se prétendre "pragmatique",
jusqu'à ce qu'il envahisse Israël et détruise tout sur son passage le 7 octobre 2023.

Au fil du temps, l'UNRWA adopta une position de plus en plus critique envers Israël, s'éloignant de son mandat initial, et contribuant à perpétuer plutôt qu'à résoudre la question des dits « réfugiés palestiniens héréditaires ». En 2020, une polémique éclata autour du contenu des cours dispensés par l'UNRWA. Des exemples choquants furent révélés, tels que des exercices de grammaire glorifiant le djihad (« Le djihad est l'une des portes du paradis ») et des problèmes de mathématiques comptabilisant des « martyrs » terroristes ou le nombre de Juifs assassinés. Plus inquiétant encore, des écoles et autres installations de l'UNRWA furent soupçonnées d'abriter des bases terroristes.

La situation prit un tournant encore plus alarmant en janvier 2024. Selon un rapport du *Wall Street Journal*, les services de renseignement américains estimaient qu'au moins 10% des 12 000 employés de l'UNRWA à Gaza avaient des liens avec des groupes terroristes. Ces révélations ont soulevé de sérieuses questions sur le rôle et l'intégrité de l'UNRWA, censé être une organisation humanitaire neutre !

L'armée israélienne, pour sa part, a identifié au moins 14 employés de l'UNRWA qui ont participé aux massacres du 7 octobre. Les services de renseignements israéliens ont diffusé des enregistrements de la voix de Mamdouh al-Qali, un enseignant de l'UNRWA et un djihadiste islamique, se vantant : « Nous avons pris des femmes en otage, j'en ai capturé une ! » Dans un autre enregistrement, un enseignant de l'UNRWA, qui est aussi affilié au Hamas, a dit à un ami qu'il avait capturé une « sabaya », un terme djihadiste de l'État islamique pour désigner les esclaves sexuelles. En janvier 2024, ces révélations ont finalement incité certains pays occidentaux à suspendre leur financement à l'UNRWA.

L'histoire de Gaza entre 1949 et 1967 est marquée par une gouvernance égyptienne dépourvue de légitimité internationale. Cette situation particulière laisse à Israël le droit théorique d'établir une zone tampon sur ce territoire, les Juifs conservant un droit de s'y installer selon les termes du mandat britannique. Pour les observateurs de la stratégie palestinienne, il est frappant de constater que, jusqu'en 1967, l'OLP ne revendiquait ni Gaza, occupée par l'Égypte, ni la Judée et la Samarie, sous contrôle jordanien. Ses revendications se concentraient exclusivement sur le territoire restreint qui constituait alors l'État hébreu, avec pour objectif de faire disparaître l'entité sioniste et de créer une continuité territoriale arabe entre l'Égypte et la Syrie.

En 1967, à l'issue de la guerre des Six Jours, menée par Israël en légitime défense contre les armées égyptienne, syriennes, et jordanienne, l'État hébreu prit le contrôle de Gaza et de la péninsule du Sinaï. À l'époque, l'Égypte estimait la population de Gaza à 442 100 personnes.

Cette conquête suscita des réactions mitigées en Israël. Certains, inspirés par l'histoire talmudique de Kfar Darom, y virent une opportunité. D'autres, plus prudents, s'inquiétaient de la population hostile. Le Premier ministre Levi Eshkol qualifia même Gaza « d'os coincé dans la gorge ». L'Égypte elle-même ne souhaitait pas réoccuper Gaza. Lors des négociations de paix de Camp David en 1978, le président égyptien Anouar el-Sadate exigea la restitution du Sinaï, mais non de Gaza. Le traité laissa donc Gaza aux Gazaouis, Israël héritant de la responsabilité de gérer ce territoire complexe, ou de continuer à s'y confronter.

Le désengagement: Ce qu'ils en disaient

Lettre du président George W. Bush au Premier ministre Ariel Sharon, 14 avril 2004

“En vertu de la feuille de route, les Palestiniens doivent s'engager à cesser immédiatement toute activité armée et tout acte de violence contre les Israéliens où que ce soit



et toutes les institutions palestiniennes officielles doivent mettre un terme aux incitations à la violence contre Israël... Israël conservera son droit de se défendre contre le terrorisme, y compris de prendre des mesures contre les organisations terroristes. Les États-Unis vont mener des efforts, travailler avec la Jordanie, l'Égypte et d'autres pays de la communauté internationale pour renforcer la capacité et la volonté des institutions palestiniennes à combattre le terrorisme, à démanteler les organisations terroristes et à empêcher que les zones d'où Israël s'est retiré ne constituent une menace qui devrait être traitée par d'autres moyens... Les États-Unis s'engagent fermement en faveur de la sécurité et du bien-être d'Israël en tant qu'État juif.”



Août 2005

Israël s'est retiré complètement de Gaza, expulsant 8 500 Israéliens de leurs foyers



L'article 13 de la Charte du Hamas continue à proclamer : “Les initiatives, les soi-disant solutions pacifiques et les conférences internationales sont en contradiction avec les principes du Mouvement de Résistance Islamique...”

“Il n'y a pas de solution à la question palestinienne si ce n'est par le djihad”

Le traité de paix israélo-égyptien de 1979 a introduit une mesure stratégique importante : l'établissement d'une zone tampon de 14 km le long de la nouvelle frontière entre Israël et l'Égypte. Cette bande de terre, surnommée « le couloir de Philadelphie », était destinée à être patrouillée par l'armée israélienne. L'objectif principal de cette zone était de mettre un terme à la contrebande florissante entre l'Égypte et Gaza. L'armée israélienne espérait que ce contrôle renforcé permettrait de réduire significativement le flux illégal de marchandises et d'armes, contribuant ainsi à la sécurité de la région.

Pour renforcer sa présence dans les zones périphériques et améliorer sa défense, Israël avait favorisé la création de plus de 140 nouveaux villages, appelés « implantations », dans des zones stratégiques. Ces implantations s'étendaient le long de la frontière jordanienne, et dans les régions bibliques de Judée et de Samarie. Au-delà de leur importance pour la sécurité d'Israël, ces points de peuplement, souvent très modestes, relevaient du droit légitime des Juifs de vivre où bon leur semble sur leur terre ancestrale. À Gaza, 21 implantations furent établies, dont la reconstruction du kibboutz de Kfar Darom, village historique perdu en 1948. Au sud-ouest de Gaza, dix-sept de ces implantations formaient le Goush Katif (« le bloc des récoltes » en hébreu).

De nombreux Gazaouis bénéficiaient du développement agricole initié par les implantations juives, collaborant étroitement avec leurs nouveaux voisins juifs. Le Goush Katif, avec seulement deux cents producteurs, générait plus de 200 millions de dollars d'exportations annuelles, représentant 15% des exportations agricoles israéliennes. Cette coopération économique, bien que fructueuse, ne faisait pas l'unanimité des Gazaouis, et les attaques terroristes contre les implantations persistaient.

En décembre 1987, un incident tragique où un chauffeur de camion de l'armée israélienne renversa accidentellement quatre Gazaouis déclencha une vague de protestations palestiniennes. Cette révolte, connue sous le nom d'« Intifada » (signifiant « secouement » en arabe), s'étendit rapidement aux autres territoires et perdura jusqu'en 1991. Ce soulèvement eut des conséquences profondes, surtout l'émergence d'un mouvement islamiste radical : le Hamas (acronyme arabe de « Mouvement de résistance islamique »). Inspiré par l'idéologie des Frères musulmans, le Hamas allait devenir un acteur majeur du conflit israélo-palestinien, changeant durablement la dynamique politique et sécuritaire de la région.

La charte fondatrice du Hamas révèle une idéologie radicale : elle promet « d'élever la bannière d'Allah sur chaque centimètre carré de la Palestine » du Jourdain à la Méditerranée, s'engage à « anéantir » Israël, appelle au djihad contre les Juifs, et déclare

la Palestine comme un *waqf*, un bien islamique inaliénable. Cette vision intransigeante, ne laissant aucune place à la coexistence ou au compromis territorial, pose les bases d'un conflit durable avec l'État d'Israël.

En adoptant une position si radicale, le Hamas a paradoxalement contribué à présenter Yasser Arafat, terroriste notoire et chef de l'OLP, comme un interlocuteur modéré. Cette perception a conduit aux accords d'Oslo en 1993, signés par le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin et Arafat lui-même. Ces accords prévoyaient un retrait progressif de l'armée israélienne des villes palestiniennes dans le cadre d'un processus de paix à long terme. Ils ont également instauré l'Autorité palestinienne (AP), dirigée par Arafat, qui a commencé à administrer Gaza en mai 1994.

LES ANNÉES POST-OSLO

Les années post-Oslo ont été tumultueuses. L'assassinat de Rabin en 1995 par un opposant à ces accords, a révélé de profondes divisions en Israël. Les tensions avec l'administration Clinton, exigeant plus de concessions israéliennes, se sont accrues. Parallèlement, la montée en puissance du Hamas et ses attaques contre des civils israéliens ont renforcé les inquiétudes. L'Autorité palestinienne d'Arafat, marquée par la dictature et la corruption, peinait à gagner la confiance. Le Hamas, en s'opposant à l'AP et à l'idée d'un État palestinien, gagnait en popularité.

En juillet 2000, le président Bill Clinton accueillit Arafat et le Premier ministre israélien Ehud Barak à Camp David. L'offre de Barak à Arafat était si audacieuse que la plupart des membres du cabinet israélien s'y opposèrent. Elle prévoyait l'établissement d'un État palestinien sur l'essentiel de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-est. Pourtant, Arafat ne daigna même pas formuler de contre-proposition, laissant les Américains désemparés face à ce qu'ils considéraient comme une opportunité manquée. Comme il l'affirmait dans ses discours en arabe, Yasser Arafat ne souhaitait pas la paix sur la base d'un partage du territoire mais l'éradication de l'État d'Israël.

La région s'embrasa alors. Les Palestiniens lancèrent ce qu'ils appelaient la deuxième Intifada. Une vague d'attentats-suicides frappa Israël, faisant plus de 1 000 victimes. Dans le Gush Katif, le Hamas et le Djihad islamique intensifièrent leurs attaques, obligeant souvent les résidents juifs à se déplacer sous escorte militaire. Clinton, face à cette escalade, ne put que constater l'échec de ses efforts diplomatiques.

Mars 2001 vit l'arrivée d'Ariel Sharon au poste de Premier ministre. Longtemps partisan d'une présence israélienne à Gaza pour des raisons stratégiques, il se retrouva acculé

en avril 2002 face à une vague meurtrière qui emporta 130 Israéliens en un mois. Sa riposte, l'opération *Rempart*, fut un succès militaire qui mit un terme aux attentats quotidiens. Mais la victoire eut un goût amer : la communauté internationale l'accusa de crimes de guerre.

Sharon se trouva alors face à un dilemme. Comment assurer la sécurité des 21 implantations juives, îlots isolés dans un océan d'hostilité ? C'est alors qu'il commença à envisager l'impensable : un désengagement total de Gaza. L'idée était radicale : évacuer tous les Israéliens pour créer une séparation nette entre Israéliens et Palestiniens. Un pari risqué, mais qui semblait, à ses yeux, le seul moyen de sortir de l'impasse. En 2004, George W. Bush apporta son soutien à Sharon, posant comme condition que les Palestiniens mettent un terme à toute violence contre Israël. Le président américain réaffirma haut et fort le droit d'Israël à l'autodéfense, promettant des efforts internationaux pour muscler la capacité palestinienne à combattre le terrorisme.

Août 2005 marqua un tournant historique. Israël, dans un geste sans précédent, se retira de Gaza. Ce fut un déchirement : 21 localités juives furent démantelées, 8 500 Israéliens déracinés. L'opération, tel un séisme, ébranla la société israélienne jusqu'à ses fondations. L'armée a parfois dû intervenir pour déloger les récalcitrants – scènes douloureuses gravées dans la mémoire collective. Ce retrait ne fut pas qu'une évacuation, mais une véritable amputation : activités économiques anéanties, 38 synagogues rasées, et même 48 tombes déplacées. Un prix lourd, que beaucoup jugèrent trop élevé pour une paix incertaine.

Les généraux de Tsahal sous Sharon avaient vu juste : ils redoutaient qu'une fois le corridor de Philadelphie abandonné, la contrebande entre l'Égypte et Gaza ne transformât cette dernière en véritable poudrière. L'avenir leur donna raison, mais même leurs prédictions les plus sombres n'avaient pas mesuré l'ampleur de la menace que le Hamas allait incarner. Sharon, faisant fi de ces avertissements, espérait qu'en sortant de Gaza, il sécuriserait la frontière et s'attirerait les bonnes grâces de la communauté internationale. Pari perdu : ces espoirs volèrent en éclats avant même que le Hamas ne s'emparât du pouvoir en 2007, plongeant la région dans une nouvelle ère d'instabilité.

Après le retrait israélien, les accusations d'« occupation » et de « blocus » se multiplièrent, tandis que les tirs de roquettes depuis Gaza s'intensifièrent. Israël se retrouva progressivement piégé par une convergence de pressions internationales et d'illusions internes. Le discours « politiquement correct », et une pensée « bisounours » optimiste, méconnaissant profondément la culture proche-orientale, poussèrent l'État

hébreu à des concessions dangereuses. En octobre 2006, Patrick Seale, journaliste à l'*International Herald Tribune*, balaya d'un revers de main les inquiétudes israéliennes face aux roquettes Qassam. « C'est énervant, mais ce sont des armes largement inefficaces », railla-t-il, faisant fi du traumatisme des Israéliens et oubliant qu'aucun pays, les États-Unis en tête, n'aurait toléré de telles attaques sur son sol. Seale poussa l'outrance jusqu'à taxer de « scandaleuses » les déclarations du chef d'état-major israélien, Dan Halutz. Ce dernier avait pourtant mis en lumière une réalité alarmante : le Hamas et d'autres groupes palestiniens avaient réussi à faire passer en contrebande un arsenal colossal à Gaza depuis l'Égypte. Des armes antichars, antiaériennes, des tonnes d'explosifs... Le tout stocké dans une véritable ville souterraine. Une menace que Seale, dans son aveuglement, refusa de voir, préférant tourner en dérision les avertissements israéliens tristement prophétiques. En réalité, même Halutz avait sous-estimé la gravité de la situation.

LES CONSÉQUENCES DU DÉSENGAGEMENT

Et malgré cela, trois nouvelles accusations contre Israël concernant Gaza gagnèrent en popularité.

- D'abord, les Palestiniens qualifièrent Gaza de « plus grande prison à ciel ouvert du monde ». Une image démentie par la réalité : centres commerciaux, riches demeures, frontière ouverte avec l'Égypte, et des plages qui auraient pu en faire une destination touristique prisée au Proche-Orient.
- Ensuite, des journalistes, habitués aux jungles de gratte-ciels de Manhattan (28 000 habitants/km²) ou de Paris (20 000 habitants/km²), décrivirent Gaza et ses 5 400 habitants/km² comme « l'un des endroits les plus densément peuplés de la planète ». Une affirmation exagérée, Gaza étant moins dense que Londres, sans même compter le vaste réseau de tunnels du Hamas.
- Enfin, à chaque riposte israélienne, les détracteurs dénonçaient un « génocide », oubliant que la population de Gaza avait presque doublé entre 2000 et 2024. Avec une moyenne d'âge inférieure à 20 ans, les Palestiniens témoignaient d'une démographie vigoureuse, loin de l'image d'un peuple en voie d'extinction.

En janvier 2006, le Hamas remporta 42,6 % des voix aux élections parlementaires palestiniennes. Ces « élections » se déroulèrent, sous l'administration palestinienne, dans un contexte dépourvu de liberté d'expression, d'institutions représentatives de

la société civile, et de respect des droits de l'homme fondamentaux. En juin 2006, des terroristes du Hamas franchirent les frontières d'Israël par des tunnels, tuèrent deux soldats, en blessèrent deux autres et kidnappèrent Gilad Shalit. Cinq ans plus tard, Israël libéra 1 027 prisonniers palestiniens en échange de Shalit. Ces prisonniers avaient tué au moins 569 Israéliens. Beaucoup d'entre eux, dont le chef militaire du Hamas Yahya Sinwar, participèrent plus tard à la planification de l'attaque du 7 octobre.

LE HAMAS PREND LE POUVOIR

En juin 2007, le Hamas prit violemment le contrôle de Gaza, faisant sécession avec l'AP. Malgré la répression impitoyable des dissidents et des étrangers par le Hamas, la communauté internationale continua de faire pression sur Israël pour qu'il s'y adaptât. Benjamin Netanyahu, redevenu Premier ministre en 2009, affirma qu'encourager le régime du Hamas à Gaza affaiblirait l'AP, et réduirait la pression internationale en faveur d'un État palestinien belliqueux.

Les pacifistes israéliens, et la plupart des diplomates occidentaux, insistèrent sur le fait que la modération israélienne encouragerait une attitude pragmatique du Hamas. Robert Malley, conseiller influent de Barack Obama et Joe Biden, déclara en 2006 que « le Hamas veut pouvoir gouverner ». Il fut souvent le premier à demander à Israël de « cesser le feu » lors de ses opérations défensives.

Entre-temps, le Hamas construisit des bases militaires sous des hôpitaux, accumula des armes dans des mosquées et des écoles maternelles, et dissimula ses préparatifs de guerre derrière des ambulances, des travailleurs de l'ONU, et des installations de l'UNRWA. Il endoctrina également les Gazaouis, dès l'enfance, à haïr « les Juifs ». Ce mouvement terroriste totalitaire prospéra, surtout après le retrait d'Israël. Israël hésita, imposant un blocus partiel pour arrêter le flux d'armes, tout en autorisant l'entrée de matériel humanitaire à Gaza, que le Hamas réquisitionnait. Régulièrement, les tensions aboutirent à des mini-guerres. Les autorités israéliennes qualifièrent ces affrontements de « tonte de pelouse », supposant que des représailles militaires périodiques limiteraient les capacités d'un Hamas de plus en plus « pragmatique ».

Cette doctrine israélienne malheureuse se développa en réponse aux appels incessants des États arabes, des européens et des américains au « cessez-le-feu » chaque fois qu'Israël tentait de démanteler l'infrastructure du Hamas, notamment en 2008-2009, 2012, 2014 et 2021. Même après le 7 octobre, peu de décideurs occidentaux ont reconnu leur rôle dans ce cycle. L'ancienne secrétaire d'État Hillary Clinton fit exception,

admettant en novembre : « Souvenez-vous qu'il y avait un cessez-le-feu le 6 octobre que le Hamas a rompu par son attaque barbare contre des civils pacifiques... En effet, le Hamas a systématiquement rompu les cessez-le-feu pendant un grand nombre d'années ».

Cédant à la pression internationale et à l'hypothèse naïve d'un Hamas pragmatique, Israël augmenta le nombre de permis de travail pour les Gazaouis de 7 000 à 17 000 entre 2021 et 2023. Malgré le blocus, 425 camions et 20 camions-citernes entraient quotidiennement à Gaza depuis Israël. Cette ouverture fut exploitée par le Hamas, certains de ces travailleurs participant peut-être à la planification et à l'exécution de l'attaque du 7 octobre.

Ali Barak, du Hamas, révéla cyniquement la stratégie de son organisation sur la chaîne de télévision *Russia Today* :

« Nous leur avons fait croire que le Hamas était occupé à gouverner Gaza et qu'il voulait se concentrer sur les 2,5 millions de Palestiniens qui y vivent. Pendant ce temps, en sous-main, le Hamas préparait cette grande attaque... Ce que tout Palestinien désire le plus, c'est de devenir martyr pour la cause d'Allah, en défendant sa terre ». Il poursuivit : « Nous nous préparons à cela depuis deux ans. Nous avons des usines locales pour tout. Nous disposons de roquettes avec des portées de 250 kilomètres, 160 kilomètres, 80 kilomètres, 45 kilomètres et 10 kilomètres ».

LA RÉALITÉ S'IMPOSE BRUTALEMENT

Aujourd'hui, la réalité s'impose brutalement. Israéliens et Occidentaux réalisent amèrement que le Hamas a exploité le désengagement pour renforcer sa menace, tout comme les Palestiniens avaient utilisé le processus d'Oslo pour s'armer en Cisjordanie. La « conceptzia » occidentale semble nécessiter une profonde révision. Après des années d'accusations « d'occupation » et de « blocus », l'emprise totale du Hamas sur Gaza, illustrée par son vaste réseau souterrain, devient indéniable. Le *New York Times* a indiqué que le « labyrinthe » souterrain du Hamas s'étend « sur la majeure partie, sinon la totalité, de Gaza, le territoire qu'il contrôle ». La mascarade d'un territoire prétendument « occupé » mais en fait dirigé par le Hamas, ou supposément « sous blocus » tout en important massivement des armes, commence à apparaître au grand jour.

Le gouffre vertigineux entre les illusions d'hier et la brutale réalité d'aujourd'hui nous somme de revoir notre interprétation du monde. De Gaza aux confins du globe, l'urgence est criante : il faut rebattre les cartes. Notre dangereuse danse d'apaisement avec les ennemis de la démocratie doit cesser. Cette tempête nous oblige à repenser radicalement notre stratégie face à ceux qui narguent nos valeurs et menacent le fragile équilibre de nos sociétés libres.

3

VUE D'ISRAËL : UNE SECONDE
GUERRE D'INDÉPENDANCE

En 2014, Israël lança une offensive contre le Hamas, à la suite de l'enlèvement et du meurtre de trois adolescents israéliens par des terroristes de l'organisation. À l'époque, un journaliste avait interviewé le célèbre écrivain israélien Amos Oz, connu pour ses opinions de gauche, à propos du dilemme d'Israël concernant une offensive terrestre à Gaza. Oz renversa la situation en posant deux questions au journaliste : « Que feriez-vous si votre voisin d'en face s'asseyait sur son balcon, mettait son petit garçon sur ses genoux et commençait à tirer à la mitrailleuse dans la chambre de votre enfant ? Et que feriez-vous si ce même voisin creusait un tunnel entre la chambre de son enfant et la vôtre ? ».

Neuf ans plus tard, les dilemmes sont devenus plus complexes et les questions plus brûlantes. De nombreux Israéliens ont imputé la surprise du 7 octobre 2023 à l'incapacité du pays à éradiquer les menaces dès leur apparition. Elnatan Levenstein, lors de l'éloge funèbre de son frère cadet Yonadov, un soldat de 23 ans marié le 7 septembre, qui avait combattu pour libérer le kibboutz Nir Oz le 7 octobre et était tombé au combat le 4 novembre, s'est excusé en insistant sur le fait que sa « génération » aurait dû mener cette bataille plus tôt. Elnatan se souvenait avoir espéré, à plusieurs reprises, entrer dans Gaza avec ses camarades de l'armée en 2012, lors d'un affrontement de huit jours, mais les dirigeants israéliens avaient continuellement annulé les interventions. Onze années de « cessez-le-feu humanitaires » et d'accommodements ont rendu l'issue inévitable bien plus coûteuse en vies humaines, lorsqu'Israël est finalement entré à Gaza après le 7 octobre 2023, pour restaurer le sentiment de sécurité des Israéliens et prévenir une nouvelle attaque.

Benjamin Netanyahu était redevenu Premier ministre début 2009, un an et demi après la prise du pouvoir par le Hamas à Gaza. Dans ses mémoires, publiés avant le 7 octobre, Netanyahu soulignait qu'il s'inquiétait davantage de l'Iran que du Hamas. En 2014, il avait résisté à la pression des ministres Avigdor Lieberman et Naftali Bennett qui

souhaitaient « conquérir » Gaza. « Cela ne pouvait se faire qu'avec la destruction totale de Gaza, entraînant des dizaines de milliers de morts civiles », avait écrit Netanyahu. « Après avoir détruit le régime du Hamas, Israël aurait dû gouverner deux millions de Gazaouis pendant une période indéterminée ». Il avait conclu : « Je pensais que le prix en vies humaines et en ressources n'en valait pas la peine ».

Après le 7 octobre 2023, Israël avait subi trop de pertes humaines et matérielles en une seule journée pour que le gouvernement puisse à nouveau battre en retraite. Proclamant « une deuxième guerre d'indépendance », Netanyahu cherchait désormais une « victoire totale » sur le Hamas. Le Premier ministre a articulé trois objectifs de guerre dans un article du *Wall Street Journal*, reconnaissant qu'ils « prendraient plusieurs mois » : « Premièrement, détruire le Hamas. Deuxièmement, libérer les otages. Troisièmement, veiller à ce que Gaza ne représente plus jamais une menace pour Israël ». Ce dernier objectif exigeait « une démilitarisation durable, qui ne peut être mise en œuvre et menée sur le long terme que par Israël », ainsi qu'un processus de « déradicalisation », un défi de taille alors qu'une grande partie du monde semblait aveuglément propalestinienne, voire pro-Hamas.

Le président américain Joe Biden a soutenu ces objectifs, particulièrement au début du conflit. Le 10 octobre, choqué par le « mal pur et sans mélange... qui s'est déchaîné sur le monde », le président démocrate a défini le Hamas comme une « organisation terroriste... dont le but déclaré est de tuer des Juifs ». Reconnaisant que « l'attaque a fait remonter à la surface des souvenirs douloureux et les cicatrices laissées par des millénaires d'antisémitisme et le génocide du peuple juif », Biden a proclamé : « Nous sommes aux côtés d'Israël. Et nous veillerons à ce qu'Israël reçoive ce dont il a besoin pour prendre soin de ses citoyens, se défendre et répondre à cette attaque ». En envoyant l'USS Gerald R. Ford, le principal porte-avions américain, ainsi que les munitions nécessaires, Biden a déclaré à Netanyahu : « Si les États-Unis vivaient ce que vit Israël, notre réponse serait rapide, décisive et écrasante ».

Le président Biden a également déclaré à plusieurs reprises avoir « le cœur brisé par la perte tragique de vies palestiniennes », faisant la distinction entre les terroristes qui ciblent délibérément les civils et les démocraties qui s'efforcent de les éviter. Malheureusement, malgré les précautions sans précédent prises par Tsahal (l'armée israélienne), il est clair que le Hamas a tout fait pour exposer les civils de Gaza au danger, bien que ce conflit n'ait causé jusqu'ici qu'une létalité, évidemment tragique, mais dix fois moindre que celle de nombreux autres conflits récents ou en cours.

Israël et les États-Unis diffèrent sur leur vision du « jour d'après ». Le gouvernement israélien s'est concentré sur la victoire militaire. Si cette stratégie a renforcé l'unité à court terme, elle a esquivé les questions cruciales concernant l'avenir, allant de la manière dont Israël pourrait un jour travailler avec les Palestiniens au libre accès des Gazaouis à la nourriture et à l'eau, sans parler de la reconstruction. Cette approche d'évitement d'Israël a contrarié Biden et la communauté internationale. Elle risquait de faire passer la guerre pour un acte de vengeance plutôt que comme la mise en œuvre disciplinée d'une grande puissance cherchant la stabilité pour les Palestiniens, et pas seulement

Victimes civiles en temps de guerre : une hausse malheureuse

L'essor de la " guerre totale " au XXe siècle et des mini-États terroristes au XXIe siècle a déplacé la guerre des champs de bataille lointains au coeur des villes.

Pourcentage de décès en temps de guerre parmi les civils (non combattants) :



Aujourd'hui, l'ONU estime que dans les guerres urbaines, neuf ou dix civils meurent pour chaque combattant tué.

Pendant la guerre du Golfe Persique (août 1990 - février 1991), le ratio de victimes civiles par rapport aux combattants était de **7 pour 1**.

Pendant la guerre en Irak (de 2003 à 2011), selon les estimations, le ratio de victimes civiles par rapport aux combattants variait de **2 pour 1 à 10 pour 1**.

Compte tenu de l'implantation du Hamas au sein de la population civile de Gaza, le ratio de décès de victimes civiles par rapport aux miliciens du Hamas tués par Tsahal, **2 pour 1**, bien que terrible en soi, est exceptionnel en termes de protection des civils.

pour les Israéliens. Une fois de plus, Israël a fait preuve d'une plus grande sophistication tactique sur le champ de bataille que d'une vision stratégique pour sortir de l'impasse à long terme.

Tsahal n'est pas entré dans Gaza le 8 octobre 2023. Anticipant les pièges qui l'attendaient, l'armée israélienne a commencé par bombarder des cibles stratégiques, tout en mobilisant et en entraînant des réservistes. Sacrifiant l'avantage militaire pour minimiser les pertes civiles, Israël a rendu publiques ses premières actions et a conseillé à 1,1 million de Gazaouis de se diriger vers le Sud. Les soldats israéliens ont distribué plus de 1,5 million de tracts, passé six millions d'appels téléphoniques et envoyé six millions de SMS d'avertissement aux Gazaouis. De telles tentatives pour sauver des vies en territoire ennemi sont sans précédent, tout comme l'apport d'une aide humanitaire à l'ennemi qui venait de massacrer ses civils, la création de pauses régulières de quatre heures dans les combats, la distribution de cartes détaillées et la mise en place d'un couloir humanitaire d'évacuation pour les civils (et malheureusement aussi pour les terroristes déguisés en civils). John Spencer, un major à la retraite spécialisé dans les études de guerre urbaine à West Point, s'est émerveillé : « Aucune armée n'a jamais fait cela dans l'histoire de la guerre urbaine ».

Les experts de l'OTAN estiment que dans une guerre urbaine, dix civils sont généralement tués pour chaque combattant. Ce qui rend le ratio d'Israël, bien plus faible, dans une guerre urbaine dense et tridimensionnelle, particulièrement remarquable. Certes, le nombre de morts, dont des milliers de femmes et d'enfants, reste évidemment horrible. Néanmoins, la guerre a révélé la discipline, la précision et l'éthique israéliennes dans des conditions extrêmement difficiles.

Pourtant, l'élan de sympathie du monde pour Israël a rapidement diminué. Le tournant de l'opinion publique s'est peut-être produit le 17 octobre 2023, lorsque le Hamas a affirmé qu'Israël avait bombardé l'hôpital arabe al-Ahli, tuant prétendument cinq cents personnes. Des journalistes chevronnés ont noté que si cette allégation était vraie, il aurait fallu des jours pour compter 500 corps dans les décombres d'un vieux bâtiment solide de six étages. Une fois qu'Israël a prouvé que l'explosion provenait en réalité d'une roquette mal tirée par le Hamas, qui avait atterri dans un parking près de l'hôpital, le Hamas a revu à la baisse son annonce du nombre de morts. Cependant, le préjudice pour la réputation d'Israël était déjà fait. Par la suite, le nombre de victimes civiles a continué d'augmenter, bien que le Hamas ait inclus plus de 17 000 terroristes dans son décompte de morts « innocents », et gonflé sans cesse ses chiffres arbitrairement sans preuves vérifiables.

La bataille de Mossoul : éléments de comparaison



D'octobre 2016 à juillet 2017, une coalition dirigée par les États-Unis, composée du Canada, de la France et de 30 autres pays, s'est jointe aux forces irakiennes pour déloger l'EIL (les djihadistes de l'État islamique) de la ville de Mossoul, qui comptait 1,5 million d'habitants.

Les djihadistes de l'EIL ont terriblement maltraité la population et ont truffé la ville de mines, de pièges et de tunnels.

En neuf mois de combats, plus d'un million de personnes, dont la plupart hostiles à l'EIL ont été déplacées et au moins 10 000 civils ont été tués. Certaines estimations vont jusqu'à 40 000.

La théorie de la guerre juste définit à la fois le « droit d'aller en guerre » (jus ad bellum) et la « bonne conduite en temps de guerre » (jus in bello). Ayant été attaqués sans pitié par surprise dans leurs foyers, la plupart des Israéliens ont estimé que chaque mort, chaque victime, chaque perturbation depuis le 7 octobre 2023 était imputable au Hamas. Dans son ouvrage *Guerres justes et injustes*, le théoricien de la politique Michael Walzer imagine une « échelle mobile, où plus il y a de justice, plus il y a de droit ». Beaucoup ajouteraient : et plus vous pourriez être justifié de combattre avec détermination, comme l'évoque le fameux « Chant des Partisans » de Joseph Kessel.

Lors de l'évaluation de la « bonne conduite », les questions deviennent rapidement complexes, en particulier dans la guerre urbaine. Les armées ayant un code éthique distinguant les civils des combattants, agissent de manière proportionnée, et n'attaquent que pour faire avancer leurs objectifs de guerre. Mais les dilemmes moraux sont nombreux. Prenons le cas de Yonadov Levenstein, tué par un tireur qui a surgi d'un immeuble que Tsahal n'avait pas détruit. La responsabilité morale de Tsahal était-elle envers les habitants de l'immeuble, dont beaucoup étaient potentiellement hostiles, ou de protéger Yonadov et ses camarades ?

Pourtant, sans exiger du Hamas qu'il respecte aucune norme, de nombreuses personnes dans le monde ont attaqué Israël pour avoir prétendument violé ces normes civilisationnelles. Tsahal agit comme toute démocratie le ferait (et comme de nombreuses démocraties l'ont fait par le passé), tout en étant sommée de respecter des normes qu'aucune démocratie ne pourrait respecter dans des circonstances similaires.

Les démocraties ont parfois utilisé une puissance de feu considérable contre des ennemis terribles. Par exemple, lorsque sous la présidence de Barack Obama, une coalition dirigée par les États-Unis, comprenant le Canada, la France et 30 autres pays, a attaqué les djihadistes en Irak : en 2016, au moins 10 000 civils sont morts dans la bataille qui a duré neuf mois pour libérer Mossoul de l'État islamique. Contrairement aux Gazaouis, en majorité solidaires du Hamas, la plupart des civils de Mossoul s'opposaient à Daesh. Les États-Unis sous Obama ont d'abord sous-estimé les « dommages collatéraux », jusqu'à ce qu'ils soient contraints de les reconnaître.

Obama a clairement défini la priorité de l'Amérique comme étant de préserver la sécurité du peuple américain. Il a reconnu que « nous sommes en guerre contre une organisation qui tuerait actuellement autant d'Américains que possible si nous ne l'arrêtons pas en premier. Il s'agit donc d'une guerre juste, une guerre menée proportionnellement, en dernier recours et en légitime défense ». Qualifiant les morts civiles de « tragédies déchirantes », il a néanmoins conclu que « ne rien faire face aux réseaux terroristes entraînerait bien plus de victimes civiles... Ne rien faire n'est donc pas une option ».

Le philosophe Bernard-Henri Lévy, qui s'est rendu en Israël après le 7 octobre 2023, critique ce qu'il perçoit comme un double standard appliqué à Israël : « Les Juifs ont le droit d'être forts, mais pas trop forts. De se défendre, mais seulement jusqu'à un certain

Un expert militaire évalue le caractère moral de Tsahal

“ La vérité est qu’Israël a scrupuleusement suivi les lois de la guerre armée et, malgré d’énormes défis, mis en œuvre des mesures drastiques pour éviter les pertes. ”

720 kilomètres
Tunnels

30,000
Terroristes du Hamas

“L’armée israélienne a fait face à plus de 30 000 combattants du Hamas et plus de 720 kilomètres de tunnels défensifs et offensifs, construits sous des zones civiles habitées et des sites protégés tels que des hôpitaux, des mosquées, des écoles et des infrastructures des Nations Unies”.

“En fin de compte, les comparaisons avec le passé et les situations modernes mettent en évidence le fait qu’il n’existe pratiquement aucun moyen de vaincre un ennemi retranché au sein de populations civiles sans destruction, même en mettant en œuvre toutes les précautions possibles et les limites à l’usage de la force requises par les lois de la guerre”.

John Spencer, expert en guerre urbaine, West Point, dans Newsweek, 12 février 2024



point ». Il pose la question rhétorique : « Quel pays permettrait que ses citoyens soient attaqués de la sorte ? Aucun ! Et pourtant, on demande à Israël de se retenir. Il n'y a pas de limite au deux poids, deux mesures ». Présentant le combat comme un affrontement civilisationnel, il relie Mossoul à Gaza, expliquant à un journaliste d'*Israel Hayom* :

« La victoire d'Israël est une victoire de la liberté, de la démocratie, de tout ce qui est juste et bon, alors qu'une victoire du Hamas serait une victoire de la barbarie, du terrorisme, du meurtre et du viol. La victoire israélienne est... la victoire des Ouïghours, des courageux Kurdes qui continuent de nous défendre contre l'EI, des Chrétiens nigériens qui n'ont que des pierres contre les tueurs de Boko Haram et des Peuls, et de tous ceux qui ne veulent pas la guerre, mais doivent se battre pour être libres. Une victoire du Hamas serait une victoire pour la République islamique d'Iran, pour la Russie, pour la Turquie, pour la Chine, pour l'islam extrémiste ».

Les Israéliens demeurent fiers du code de conduite de leur armée, qui incarne l'idéal sioniste d'élévation morale et d'amélioration du monde, tout en assurant la protection physique du peuple juif. De nombreuses armées de pays démocratiques étudient les principes éthiques de Tsahal et sa retenue envers les civils. Cependant, le double standard consistant à exiger d'Israël qu'il combatte un ennemi sans scrupules avec des contraintes qu'aucune autre démocratie n'accepterait dans des circonstances similaires a alimenté une campagne de propagande anti-israélienne qui perdure depuis des décennies.

Reprenant des stéréotypes antisémites séculaires dépeignant les Juifs comme tout-puissants et maléfiques, les critiques ont souvent occulté le fait que c'est le Hamas qui a attaqué Israël, suivi par les bombardements du Hezbollah depuis le Nord. Ce schéma est malheureusement familier. Comme évoqué précédemment, Israël s'est retiré de Gaza en 2005. Lors des conflits ultérieurs, particulièrement depuis la prise de pouvoir du Hamas en 2007, Israël n'a cessé de développer des techniques pour mener ses opérations d'autodéfense en zone urbaine de la manière la plus éthique possible. L'armée israélienne a largué des tracts d'avertissement, envoyé des SMS aux civils et pratiqué le « toit cognant » (avertissements sonores avant une frappe). Israël a également donné à ses pilotes et opérateurs de drones l'autorité d'annuler des missions légitimes si le risque de pertes civiles était jugé trop élevé. En sacrifiant ainsi l'effet de surprise, Israël s'est efforcé d'agir moralement, tout en s'exposant paradoxalement à des condamnations internationales.

Depuis son retrait de Gaza il y a près de vingt ans, Israël a fait preuve de retenue, tolérant

des provocations inacceptables tandis que le Hamas renforçait son arsenal. Aujourd'hui, sans nier la complexité de la situation ni l'inévitabilité de dommages collatéraux, Tsahal a démontré qu'une approche différente du combat est possible. Les diplomates qui avaient précédemment appelé à des cessez-le-feu ont souvent éludé leur responsabilité dans la minimisation de la menace croissante du Hamas. Il apparaît désormais que le conflit actuel pourrait être le seul moyen d'assurer une paix future durable.

La majorité des Israéliens déplorent les actions que leurs enfants ont dû entreprendre pour restaurer un sentiment de sécurité dans le pays. Néanmoins, ils ont reconnu que cette guerre contre le Hamas était « *ein breira* » – sans alternative. Sans s'excuser ni rechercher l'approbation occidentale, Israël a pris la décision de faire le nécessaire pour mettre fin à la menace existentielle posée par l'agression du Hamas. En définitive, Tsahal agit selon son propre code éthique, indépendamment des caprices de l'opinion internationale. Sa mission principale reste de vaincre le Hamas tout en s'efforçant de minimiser les pertes civiles. Dans ce conflit qu'ils estiment légitime, les soldats israéliens se concentrent sur leurs devoirs essentiels : se défendre, protéger leurs camarades et leur pays contre les menaces, qu'elles viennent du Nord ou du Sud, tout en respectant les règles d'engagement éthiques conformément aux principes du code militaire israélien.

En parallèle, il convient de rappeler que la deuxième guerre du Liban de 2006 s'était conclue par la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU. Celle-ci appelait à un cessez-le-feu et interdisait la présence d'armes du Hezbollah au sud du fleuve Litani, à 30 kilomètres de la frontière israélienne. Malgré cela, le Hezbollah a depuis accumulé un arsenal estimé à plus de 150 000 roquettes et a positionné des combattants aguerris dans le sud du Liban, prêts à lancer leurs attaques contre Israël. Ces forces tirent désormais des roquettes quotidiennement, causant des destructions importantes et illustrant l'inefficacité des résolutions internationales face à des groupes déterminés à poursuivre le conflit.

4

UNE COMMUNAUTÉ
INTERNATIONALE DIVISÉE

Le 7 octobre, une onde de choc a traversé la diaspora juive. De Paris à New York, de Buenos Aires à Melbourne, d'innombrables Juifs ont ressenti une nausée viscérale, leurs âmes entrant en résonance avec celles de leurs frères israéliens luttant pour leur vie. Les images atroces, capturées froidement par les caméras GoPro des assaillants et diffusées en temps réel, ont réveillé les échos des persécutions séculaires. Cette violence brutale, exposée sans filtre, a cristallisé un moment de vérité collective. Dans ce tourbillon d'horreur, des millions ont soudain pris conscience, au plus profond d'eux-mêmes, de leur appartenance indéfectible à un seul peuple, unis par une destinée partagée.

Au-delà de la communauté juive, l'opinion internationale a également été bouleversée. Cette violence revendiquée a révélé à de nombreux observateurs que le conflit avec le Hamas dépassait les simples revendications territoriales. Une partie significative de l'opinion publique a commencé à percevoir que le but du Hamas pourrait ne pas être la construction d'une souveraineté politique aux côtés d'Israël, mais plutôt une menace plus fondamentale pour l'existence même de l'État hébreu et de ses habitants.

Face à ces événements tragiques, la communauté juive et les soutiens d'Israël se sont rapidement mobilisés. À travers le monde, un réseau de solidarité s'est tissé : des messages d'inquiétude et de soutien ont afflué vers les proches en Israël, tandis que l'actualité était suivie avec une attention soutenue. L'élan de générosité s'est concrétisé par des collectes de fonds massives, notamment aux États-Unis où plus d'un milliard de dollars ont été réunis en octobre.

À Washington, en novembre, plus de 290 000 personnes ont participé au plus grand rassemblement pro-israélien jamais organisé aux États-Unis. L'impact de ces événements s'est fait sentir jusque dans la sphère personnelle : certains ont perdu des amis ou des abonnés sur les réseaux sociaux en raison de leur soutien à Israël. Selon le New York Times, certains jeunes Juifs ont même décidé d'épouser une personne juive ou d'avoir un autre enfant, dans un geste symbolique pour remplacer les 1 200 personnes

assassinées. Ce phénomène peut être qualifié d'activisme, de réponse proactive, de résistance à l'antisémitisme, ou encore de manifestation du mouvement sioniste.

En France, la solidarité s'est manifestée dans les rues, avec des rassemblements organisés dans de nombreuses villes, de Lyon à Paris, en passant par Marseille, Bordeaux, Strasbourg, Nancy, Nice et Lille. Dans la capitale française, en novembre 2023, plus de 100 000 personnes, Juifs et non-Juifs confondus, ont défilé dans le cadre d'une manifestation à l'appel des présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale. Le président Emmanuel Macron a rendu hommage aux 42 Français tués le 7 octobre et aux trois otages français. Il s'est déclaré consterné par les 1 240 incidents antisémites survenus au cours du seul premier mois après le 7 octobre et a affirmé dans *Le Parisien* qu'il n'y aurait « aucune tolérance pour l'intolérable ». Il a insisté : « Une France où nos concitoyens juifs ont peur n'est pas la France ».

En parallèle, une campagne de lobbying énergique a ciblé les principaux centres de décision internationaux. Ces actions percutantes ont visé notamment le siège des institutions européennes à Bruxelles et Strasbourg, ainsi que celui des Nations Unies et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Genève. Cette offensive diplomatique, menée avec détermination, a cherché à propulser la cause des otages au premier plan de l'agenda international.

En Israël, les événements ont catalysé un sentiment d'unité nationale sans précédent. La brutalité de l'attaque a mis en lumière une réalité troublante : l'hostilité des assaillants dépassait le simple cadre du conflit politique ou territorial pour s'ancrer dans un antisémitisme plus profond. Différentes composantes de la société israélienne se sont mobilisées, chacune à sa manière : certains ont pris les armes pour défendre les frontières, d'autres ont offert un soutien logistique ou spirituel. Cette réaction multiforme a semblé refléter la volonté d'une nation de faire face collectivement à une épreuve d'une ampleur sans précédent.

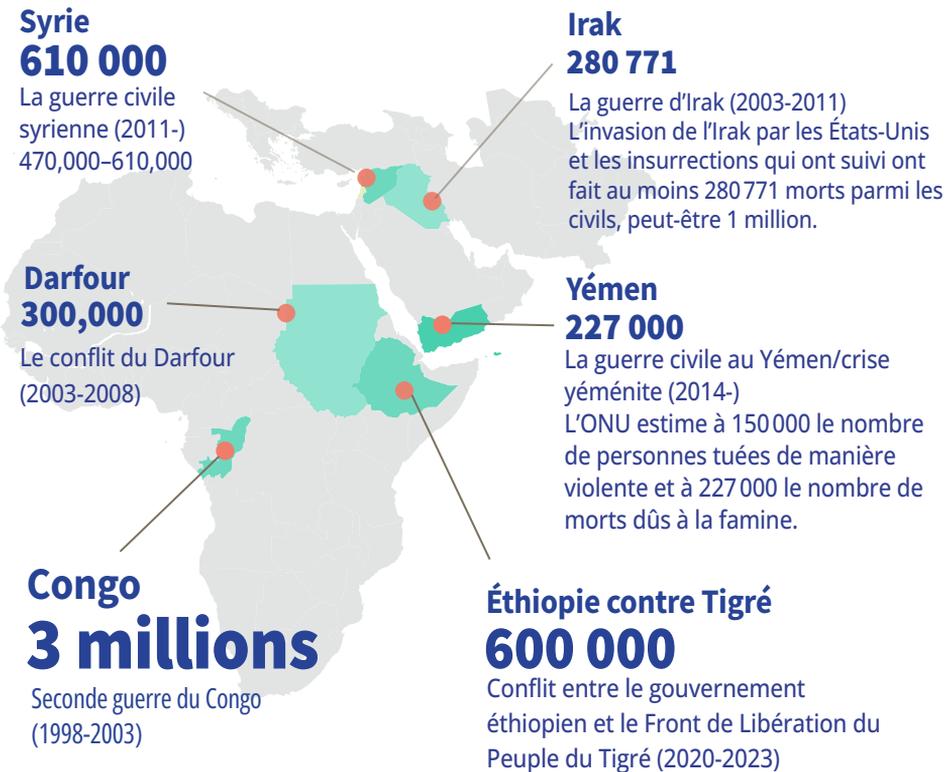
Les Juifs en diaspora ou à travers le monde, quant à eux, se sont retrouvés pris entre trois forces puissantes : premièrement, Israël combat des ennemis multiples et géographiquement dispersés : l'Iran, situé à plus de 1 600 kilomètres, et ses alliés en Syrie, en Irak et au Yémen ; le Hezbollah au nord du Liban ; les groupes armés en Judée et en Samarie (Cisjordanie) ; et le Hamas à Gaza. L'impact émotionnel des événements du 7 octobre reste vif pour de nombreux Juifs, exacerbé par les pertes humaines continues et l'inquiétude persistante concernant le sort des otages.

Deuxièmement, la guerre à Gaza s'est révélée sanglante, difficile et déchirante. Sur les réseaux sociaux, les justifications des opérations militaires israéliennes, bien que ne différant pas fondamentalement de celles mises en œuvre par les armées d'autres pays démocratiques dans des situations similaires, ont parfois semblé cruelles aux yeux de certains observateurs.

Troisièmement, la couverture médiatique obsessionnelle de la guerre à Gaza, ainsi que les manifestations systématiques propalestiniennes, ont créé un véritable cyclone de réactions morales, une tempête d'accusations, d'exagérations, de mensonges, de jugements cruels, et un large rejet qui tentent de diaboliser Israël, les sionistes, les Juifs et leurs partisans.

Les six conflits les plus sanglants

Oxfam et d'autres organisations qualifient le conflit de Gaza de "conflit le plus meurtrier du 21e siècle"



Cette conjonction de facteurs a créé un sentiment de vulnérabilité et d'inquiétude au sein des communautés juives à travers le monde, les amenant à réévaluer leur position et leur identité dans ce contexte géopolitique tendu. Cette situation a ravivé le sentiment de la solitude bimillénaire d'Israël, un isolement qui semblait s'être estompé dans les décennies suivant la Shoah, mais qui resurgit aujourd'hui avec une acuité nouvelle. De nombreux Juifs qui s'étaient distancés de leur judéité se sont retrouvés soudainement rattrapés par leur identité.

L'intensité de ces réactions trouve un écho dans la couverture médiatique exceptionnelle de ce conflit, témoignant d'une véritable fascination. Une analyse approfondie révèle l'ampleur disproportionnée de l'attention portée à cette guerre. Au cours des six premiers mois qui ont suivi le 7 octobre, le New York Times a publié 4 191 articles sur la guerre de Gaza. Ce chiffre est à comparer aux 80 articles sur la bataille menée par les États-Unis pour libérer Mossoul pendant neuf mois en 2016-2017, aux 198 articles sur la guerre du Tigre en Éthiopie, qui a fait 600 000 morts en un an, et aux 5 434 articles publiés pendant les 13 premières années de la guerre civile en Syrie. Une analyse réalisée par Microsoft Copilot Artificial Intelligence a révélé 25 000 articles sur Gaza dans le monde en six mois, contre seulement 1 000 articles sur Mossoul en neuf mois, soulignant ainsi le déséquilibre flagrant dans la couverture médiatique des conflits internationaux.

EN OCCIDENT, UN SOUTIEN INITIAL FORT MAIS FLUCTUANT

Au lendemain du 7 octobre, une vague de solidarité sans précédent a déferlé sur l'Occident en faveur d'Israël. Les nations occidentales, guidées par la voix forte du président Joe Biden, ont unanimement condamné les atrocités commises par le Hamas. Cette réaction immédiate et vigoureuse reflétait un sentiment profond ancré dans le cœur des citoyens occidentaux. Cependant, il est crucial de reconnaître que ce soutien, bien qu'initialement massif, a connu une évolution au fil du temps. En France, l'empathie envers Israël était palpable dès les premiers jours : 72% des Français, marqués par le souvenir douloureux de l'attaque du Bataclan en 2015, redoutaient qu'une tragédie similaire ne frappe leur sol. Cette crainte se traduisait par un soutien important à l'État hébreu, avec 72% exprimant leur sympathie et 56% approuvant la mission d'Israël d'éradiquer le Hamas (sondage Ifop/Crif novembre 2023). Plus remarquable encore, 65% des Français considéraient qu'un véritable cessez-le-feu devait impérativement inclure la libération de tous les otages, preuve de leur compréhension initiale des enjeux du conflit.

Hezbollah

À la fois un parti politique islamiste chiite libanais et une armée terroriste, il a officiellement été fondé en 1985 après la guerre du Liban de 1982. Son nom signifie " Parti de Dieu ".



Dirigé par Hassan Nasrallah, le groupe exerce une grande influence politique sur le Liban et a combattu Israël avec acharnement, en particulier jusqu'au retrait d'Israël du Liban en 2000, et pendant la deuxième guerre du Liban de 2006.

La guerre de 2006 s'est terminée par un cessez-le-feu et la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui exigeait le désarmement du Hezbollah et la démilitarisation d'une zone au Nord d'Israël jusqu'au fleuve Litani. **Le Hezbollah a ignoré cette résolution.**



Le Hezbollah a accumulé **plus de 150 000 missiles**, dont beaucoup à longue portée, et entretient une armée terroriste de 50 000 à 100 000 combattants, avec le soutien financier et logistique de l'Iran.

Le Hezbollah a commencé à tirer des roquettes sur Israël le 8 octobre, **détruisant plus de 500 maisons et forçant 80 000 Israéliens à évacuer le Nord d'Israël.**



Aux États-Unis, le soutien était tout aussi fervent au départ. Un sondage Harvard CAPS Harris révélait des chiffres saisissants : 73% des Américains n'hésitaient pas à qualifier le massacre perpétré par le Hamas de génocide, tandis que 84% le désignaient comme une attaque terroriste. Le soutien à Israël atteignait un niveau impressionnant de 81%. Toutefois, il est important de souligner que ce soutien massif a commencé à s'éroder avec le temps. La prolongation du conflit, les images de destruction à Gaza, et la complexité croissante de la situation ont conduit à une évolution de l'opinion publique.

Malgré ce déclin, une base solide de soutien persiste. En mai 2024, 69% des Américains reconnaissent encore les efforts considérables déployés par l'armée israélienne pour minimiser les pertes civiles à Gaza, démontrant une compréhension nuancée qui contrastait avec la couverture médiatique souvent simpliste. Cette fluctuation du soutien s'inscrit dans un contexte plus large. Les sondages Gallup menés sur deux décennies montrent un soutien américain historiquement stable à Israël, oscillant entre 70% et 80%, malgré les variations à court terme. Les Américains, tout comme leurs alliés européens, n'ont pas oublié les horreurs du 11 septembre, une attaque qui avait été célébrée par le Hamas, ce qui continue d'influencer leur perception du conflit.

LES AMIS D'ISRAËL SE MOBILISENT

Face à l'horreur, le monde s'est illuminé de bleu et blanc. De la tour Eiffel à l'Opéra de Sydney, en passant par la porte de Brandebourg et le 10 Downing Street, les monuments emblématiques sont devenus des phares de soutien à Israël. Cette vague de solidarité, aussi visuelle qu'émotionnelle, a traversé les continents.

Aux États-Unis, le soutien à Israël s'est manifesté d'un océan à l'autre. Le 9 octobre, John Kirby, porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche, a été submergé par l'émotion en direct sur CNN en évoquant les scènes de violence enregistrées sur vidéo. Un nombre record de 425 membres du Congrès ont coparrainé une résolution soutenant « Israël dans sa défense contre la guerre barbare lancée par le Hamas et d'autres mouvements terroristes ». Six semaines plus tard, des dizaines de sénateurs ont visionné en silence un film du gouvernement israélien décrivant le carnage perpétré par le Hamas, certains quittant la salle en larmes. Ce soutien s'est traduit par un flux constant d'aide militaire américaine à Israël.

Dans le monde du divertissement, des personnalités comme Madonna ont exprimé leur soutien à Israël. Lors d'un concert à Londres, la chanteuse a déclaré : « Je me connecte aux réseaux sociaux et j'ai la nausée. Je vois des enfants kidnappés, arrachés à leurs parents ; des bébés décapités, des jeunes abattus alors qu'ils participaient à des festivals pour la paix ». Elle a publié une vidéo de l'invasion sur Instagram, affirmant : « Mon cœur va à Israël » et « Je suis consciente que c'est l'œuvre du Hamas ». Plus de 700 acteurs, producteurs et scénaristes de premier plan d'Hollywood, dont Jerry Seinfeld, Jamie Lee Curtis, Amy Schumer et Debra Messing, ont également manifesté leur soutien à Israël. Cette vague de solidarité a même touché le citoyen lambda, comme en témoigne la vidéo virale de deux ouvriers new-yorkais non juifs défendant avec fierté les affiches des otages.

Malgré ce large soutien, l'antisémitisme a augmenté dans le monde entier, se traduisant par des attaques contre des Israéliens, des Juifs et leurs sympathisants. Des individus se réclamant de la cause palestinienne ont vandalisé des synagogues, des écoles, des institutions juives, et même des restaurants servant de la cuisine israélienne. Les menaces antisémites ont contraint certaines célébrités, comme Madonna, à renforcer leur sécurité. Le nombre d'agressions contre des Juifs ou d'actes de vandalisme visant des institutions juives a considérablement augmenté dans de nombreuses villes occidentales comme Paris, Montréal, Londres et New York dans les mois suivant le 7 octobre.

Avec le temps et l'augmentation du nombre de victimes, le soutien à Israël s'est érodé, même aux États-Unis. L'ampleur des destructions à Gaza, leur couverture médiatique incessante et souvent disproportionnée, ainsi que les tensions croissantes entre le président Biden et le Premier ministre Netanyahu ont terni la réputation d'Israël. Les dilemmes complexes auxquels Israël a été confronté ont également contribué à cette évolution de l'opinion publique.

les Juifs ont été confrontés à quatre formes particulières de trahison : le plaisir sadique exprimé par certains militants radicaux face à la souffrance d'Israël ; le silence troublant de certains mouvements féministes face aux violences sexuelles perpétrées par le Hamas ; la confusion morale de certains défenseurs des droits de l'homme appliquant des standards différents selon les situations ; et surtout, la réaction moralisatrice de personnes jugeant la situation depuis le confort de leur foyer, sans prendre en compte les dilemmes réels auxquels Israël est confronté ni les tensions géopolitiques plus larges entre démocraties et régimes autoritaires. Ces critiques ont non seulement abandonné les Juifs une fois de plus, mais ont également trahi les idéaux des droits de l'homme qu'ils prétendent défendre.

Bien que les images de victimes civiles à Gaza soient choquantes et que certaines opérations militaires israéliennes puissent être critiquées, de nombreux détracteurs ont commencé à s'en prendre à Israël dès le 7 octobre, alors même que les corps des victimes israéliennes n'avaient pas encore été retrouvés. Cette réaction immédiate a révélé une haine profonde envers l'existence même d'Israël, plutôt qu'une critique de ses actions spécifiques.

Dès le 8 octobre, certains groupes politiques, comme les Socialistes Démocrates d'Amérique, ont organisé des rassemblements proclamant que « la résistance est justifiée lorsque le pays est occupé ». Des manifestants ont piétiné le drapeau israélien

et affiché des symboles nazis, fusionnant ainsi antisémitisme et antisionisme. D'autres ont scandé le nombre « 700 », première estimation des victimes israéliennes, tout en mimant des gestes de violence.

Dans le milieu universitaire, plusieurs professeurs ont qualifié les attaques du Hamas d'« impressionnantes » ou d'« euphorisantes », les assimilant à un acte de « décolonisation ». Plus de trente organisations étudiantes de Harvard ont publié une déclaration tenant « le régime israélien entièrement responsable de toutes les violences actuelles ».

Ces réactions ont marqué le début de mois de manifestations, souvent dirigées contre des Juifs, des sites juifs et des symboles patriotiques. Aux États-Unis, des manifestants ont vandalisé des monuments nationaux et perturbé la circulation, scandant des slogans comme « du fleuve à la mer ». Lorsque les Houthis au Yémen ont commencé à attaquer des navires israéliens et internationaux, certains militants les ont ouvertement soutenus.

La violence s'est également manifestée physiquement. À Lyon, une femme juive a été poignardée. À Montréal, des étudiants juifs ont été harcelés pour avoir commémoré les otages israéliens. À Los Angeles, un incident a conduit à la mort d'un contre-manifestant juif. À La Nouvelle-Orléans, une tentative de brûler un drapeau israélien a dégénéré en bagarre, blessant un étudiant juif.

Avant le 7 octobre, de nombreux Juifs pensaient que les jeunes femmes étaient plus engagées dans leur identité féministe que les jeunes Juifs ne l'étaient dans leur lien avec Israël. Pourtant, face aux atrocités commises par le Hamas, notamment les viols de masse largement documentés, la communauté féministe officielle est restée largement silencieuse.

Il a fallu deux mois pour que des organisations comme Planned Parenthood et ONU Femmes réagissent. L'Organisation nationale des femmes a condamné la violence sexuelle de manière générique, sans mentionner spécifiquement le Hamas. Ce silence contraste fortement avec les réactions rapides et virulentes de nombreux départements universitaires d'études de genre lors de précédents conflits impliquant Israël.

Certaines figures intellectuelles, comme Judith Butler, ont même remis en question les témoignages et les preuves des violences sexuelles perpétrées par le Hamas, malgré les nombreuses preuves disponibles. Cette attitude révèle une volonté de diaboliser Israël

si forte qu'elle conduit à ignorer les victimes de violences sexuelles.

En ciblant les femmes, les terroristes-voleurs ont tenté de dépouiller leurs victimes juives de leur dignité. Mais la cruauté de ces actes ne s'arrêtait pas là. Les terroristes cherchaient également à porter un coup fatal à la masculinité et à l'honneur des hommes juifs. Leur message implicite était clair et vicieux : « Vous êtes impuissants, incapables de protéger vos êtres les plus chers ».

« La souffrance des femmes et des filles israéliennes ne peut pas être ignorée, comme le monde s'est empressé de le faire », écrira la professeure de droit Susan Estrich. « Qui traite une adolescente de cette façon ? Comment dire à vos parents que ce sont vos dernières minutes ? Et que dit le monde à Israël ? D'arrêter de se battre ? De les laisser s'en tirer ? Le feriez-vous ? ».

LA TRAHISON DES CLERCS

Bien que les attaques les plus agressives contre les Juifs font la une des journaux, les antisémites violents constituent un groupe relativement réduit et marginal. Il est bien plus affligeant de voir les progressistes, que de nombreux Juifs considèrent comme leurs alliés naturels, tergiverser sur les atrocités palestiniennes tout en condamnant les efforts d'autodéfense d'Israël.

Des secteurs comme les médias, le monde universitaire et artistique, autrefois perçus comme favorables aux Juifs, se sont révélés être des foyers de critique virulente d'Israël, intimidant souvent les voix de soutien.

Dans les universités, la réponse des dirigeants a souvent été ambiguë ou insuffisante. Par exemple, La présidente de Harvard, le Dr Claudine Gay, a utilisé un langage vague pour décrire la situation, évitant de désigner clairement les responsables. À Sciences Po Paris, des étudiants propalestiniens ont bloqué l'accès à des bâtiments, ciblant souvent les étudiants juifs, sans faire face à des sanctions significatives.

La violence a parfois été traitée comme un phénomène naturel plutôt que comme des actes de guerre planifiés. Certains dirigeants universitaires ont mis sur le même plan le terrorisme et les catastrophes naturelles, suscitant l'indignation.

L'antisémitisme sur les campus a considérablement augmenté, avec un doublement des incidents en France et plus de 1 000 incidents signalés sur les campus nord-américains

au cours des six premiers mois suivant le 7 octobre. Cette augmentation reflète des années de diabolisation d'Israël dans les milieux universitaires.

Au printemps 2024, la situation s'est encore détériorée avec des manifestations perturbatrices sur de nombreux campus. Les militants ont intimidé les étudiants juifs, exprimé ouvertement leur soutien au Hamas, et proféré des menaces. Les étudiants juifs ont constaté avec consternation que les attaques contre Israël déclenchaient des vagues de haine antisémite et devenaient un marqueur d'identité pour certains de leurs camarades progressistes.

Dans de nombreuses universités, ces événements ont perturbé la vie académique, entraînant le report d'examens et la modification ou l'annulation de cérémonies de remise de diplômes. Une minorité bruyante a ainsi réussi à imposer son agenda, prétendant parler au nom de tous les étudiants.

Il est aisé de critiquer la situation à Gaza depuis le confort de son salon, à des milliers de kilomètres du conflit. Cette moralisation à distance ne laisse souvent pas place à des questions cruciales comme « Que feriez-vous à la place d'Israël ? » ou « Comment d'autres démocraties ont-elles réagi face à des menaces similaires ? ». Elle ignore également la réalité des dizaines d'autres conflits en cours dans le monde.

L'opinion publique mondiale a souvent repris sans discernement les bilans de victimes fournis par le Hamas, incluant les terroristes tués et négligeant ainsi leur responsabilité dans le conflit. Peu ont reconnu les efforts sans précédent d'Israël pour minimiser les pertes civiles. Le terme « sans précédent » a été utilisé pour décrire le nombre de victimes, ignorant d'autres conflits bien plus meurtriers.

La complexité des décisions militaires israéliennes a rarement été prise en compte. Les officiers sur le terrain doivent souvent prendre des décisions en quelques secondes, pesant les objectifs militaires contre les risques pour les civils. Les commandants doivent arbitrer entre la protection de leurs soldats et la préservation des infrastructures civiles.

LES ANTISIONISTES JUIFS QUI FONT LA UNE DES JOURNAUX

Dans leur quête désespérée de sens et d'identité, certains individus d'origine juive se retrouvent paradoxalement à adopter les perspectives des détracteurs d'Israël, internalisant ces critiques comme des vérités objectives. Ce phénomène, aussi fascinant que déchirant, illustre la complexité des luttes identitaires et le pouvoir séducteur des narratifs contestataires.

Les médias, toujours en quête de controverses, amplifient ce phénomène marginal, présentant ces voix dissonantes comme représentatives d'une prétendue tendance antisioniste grandissante au sein des communautés juives. En France, des groupuscules comme *Tsedek* et *Golem* incarnent cette tragique ironie, leur visibilité médiatique disproportionnée masquant leur réelle marginalité.

Pendant que la majorité silencieuse des Juifs élève ses prières pour la sécurité d'Israël et le retour des otages, ces individus égarés brisent cette solidarité communautaire. S'appropriant une identité juive qu'ils ne représentent que partiellement, ils l'instrumentalisent pour s'opposer à l'État hébreu, dans un geste aussi spectaculaire que destructeur.

Leur rhétorique, empreinte d'une virulence qui trahit souvent une profonde détresse existentielle, va bien au-delà de la critique constructive. Elle stigmatise injustement des centaines de milliers de Juifs français, les qualifiant de « fascistes » pour leur simple attachement à Israël, révélant ainsi une douloureuse incompréhension des nuances de l'identité juive contemporaine.

Dans un retournement ironique et profondément troublant, ces groupes, parfois désignés comme les « Juifs préférés des antisémites », finissent par renforcer involontairement les préjugés qu'ils prétendent combattre. Leur quête sincère mais mal orientée d'acceptation et de justice se transforme en une caution involontaire pour des discours antisémites plus larges.

Ce phénomène est plus étendu aux États-Unis. La « coalition cessez-le-feu immédiat » révèle une collaboration qui soulève de sérieuses questions. *Jewish Voice for Peace* (JVP) et *IfNotNow* (INN), organisations se revendiquant de l'identité juive, s'allient aux *Socialistes Démocrates d'Amérique* (DSA) dans une campagne de dénigrement sans nuance contre Israël. Cette coalition hétéroclite ne se contente pas de critiquer la politique israélienne. Elle franchit un cap en qualifiant Israël de régime « génocidaire » et « d'apartheid », des accusations aussi graves qu'infondées. Ici également, cette posture non seulement divise, mais offre également une caution morale aux discours antisémites les plus virulents.

La nuit qui a suivi le rassemblement de 290 000 Juifs à Washington, 150 membres de la coalition ont menacé les membres du comité national démocrate au Capitole et des violences ont émaillé la manifestation. Peu de journalistes ont noté que le rassemblement pro-israélien était deux mille fois plus important.

Certains militants d'*IfNotNow* sont issus de familles juives pratiquantes et ont reçu une éducation juive. Ils utilisent des symboles et des rituels juifs dans leurs manifestations anti-israéliennes, ce qui est perçu par de nombreux Juifs comme une violation de leur sensibilité religieuse. Plus de 500 étudiants juifs de l'université de Columbia ont dénoncé ces actions, accusant ces groupes de légitimer l'antisémitisme sous couvert de « vraies valeurs juives ».

Dans le contexte politique américain divisé, les lignes traditionnelles s'estompent. Certains progressistes ont critiqué le président Biden pour son soutien à Israël, tandis que de nombreux républicains l'ont soutenu sur cette question spécifique, tout en s'opposant à lui sur d'autres sujets.

La campagne présidentielle de 2024 a encore compliqué le débat. Les Juifs libéraux continuent souvent d'associer l'antisémitisme principalement à l'extrême droite et aux suprémacistes blancs, tandis que les Juifs conservateurs insistent sur l'antisémitisme de gauche.

Les événements du 7 octobre ont mis en évidence que l'antisémitisme existe à la fois à droite et à gauche du spectre politique, se manifestant différemment selon les contextes. Ces attaques ont également brouillé la frontière entre antisionisme et antisémitisme. Le Hamas a exploité l'antisémitisme traditionnel pour renforcer son antisionisme, tandis que certains militants propalestiniens ont utilisé les critiques d'Israël pour justifier des attitudes antisémites.

L'antisémitisme de droite, souvent plus explicite, ravive des stéréotypes anciens contre les Juifs et les Israéliens, les dépeignant comme avides de pouvoir et d'argent, ou comme faisant partie d'une conspiration mondiale. L'antisémitisme de gauche, quant à lui, se drape souvent dans le langage des droits de l'homme et du progressisme, ce qui le rend plus difficile à identifier et à combattre pour de nombreux libéraux. Il s'exprime souvent à travers des critiques disproportionnées des actions militaires israéliennes et de son gouvernement.

Cette situation complexe souligne la nécessité d'une approche nuancée et équilibrée dans l'analyse du conflit israélo-palestinien et des diverses formes d'antisémitisme, tout en reconnaissant la légitimité des critiques constructives envers les politiques israéliennes.

DÉCONSTRUIRE LES ACCUSATIONS QUI DIABOLISENT ISRAËL

Nous sommes aujourd'hui au cœur de la troisième phase de la guerre contre Israël. La première phase, de 1948 à 1973, était une guerre conventionnelle, et grâce au courage et à la détermination juive, ainsi qu'à une force bien plus grande que nous, elle s'est soldée par trois échecs retentissants pour les ennemis d'Israël. Face à ces revers militaires, ils se sont tournés vers une nouvelle stratégie : celle du terrorisme et de la barbarie aveugle, visant à effrayer les Israéliens, à les paralyser de peur. Mais les Israéliens n'ont pas cédé à la terreur : les plages sont bondées, les cafés sont animés, l'économie et la culture prospèrent, tout comme le monde de la Torah.

Aujourd'hui, nous faisons face à la troisième phase : la guerre des idées, la bataille du narratif. Un combat sans frontières où chaque esprit devient un terrain de lutte. La haine qui se propage vise Israël, mais aussi chaque personne juive fière de son identité, partout dans le monde. De nombreuses allégations infondées, souvent démesurées, sont utilisées pour diaboliser Israël et démoraliser ses partisans. On nous fait croire qu'Israël occupe encore Gaza malgré son désengagement en 2005. On affirme que l'expression « Du fleuve à la mer » évoque une Palestine démocratique, alors qu'elle appelle en réalité à l'extermination des Israéliens, qu'ils soient juifs, arabes ou autres. On ose dire que des centaines d'innocents méritent d'être massacrés, mutilés, violés et terrorisés sous prétexte que « c'est comme ça qu'on décolonise ».

Notre riposte doit être stratégique et incisive. Dévoilons les présupposés tacites de nos opposants. Mettons en lumière, avec précision, les failles de leur raisonnement. Élaborons un récit alternatif, à la fois simple et persuasif, enraciné dans la vérité et notre héritage historique. Cet appel s'adresse à tous, Juifs ou non, en Israël comme ailleurs. Chacun peut devenir un artisan d'idées. Imaginez vos vidéos TikTok touchant des millions de personnes, offrant une perspective novatrice capable de convaincre les esprits ouverts, au-delà des clivages religieux. L'enjeu est crucial. Israël n'incarne pas seulement un territoire ou un peuple ; c'est un symbole d'espoir pour tous ceux qui croient en la justice. Au-delà de l'agression envers notre communauté, c'est l'héritage des Lumières qui est en péril. Notre lutte est celle de la civilisation tout entière.

« DU FLEUVE À LA MER, LA PALESTINE SERA LIBRE »

Ce slogan, en apparence anodin, est en réalité un appel à la destruction d'Israël. Voici pourquoi :

- 1. Géographie et démographie** : l'expression couvre tout le territoire d'Israël, du Jourdain à la Méditerranée. Elle implique le « droit au retour » de 6 millions de « réfugiés palestiniens », ce qui submergerait démographiquement l'État juif. Si la Palestine est « libre » du Jourdain à la Méditerranée, il n'y a pas de place pour les 7,2 millions de Juifs israéliens.
- 2. Souveraineté juive menacée** : a) Si Israël est l'État-nation du peuple juif c'est parce qu'il est le seul pays au monde où les Juifs exercent leur souveraineté, c'est-à-dire qu'ils gèrent leur propre sécurité et prennent en main leur avenir. Cependant, cette souveraineté dépend de leur majorité démographique. b) Une immigration massive de millions d'Arabes conduirait inévitablement à la perte de cette majorité juive, à la disparition de l'armée israélienne et, par conséquent, à la fin du seul État juif existant. Cela ramènerait les Juifs à une époque où leur sort dépendait des décisions des nations parmi lesquelles ils vivaient. C'est précisément cet objectif qui se cache derrière la revendication du « droit au retour », souvent illustrée par le slogan « De la rivière à la mer, libérons la Palestine ». En réalité, le droit au retour des Palestiniens est une manière indirecte de viser la destruction de l'État d'Israël.
- 3. Fausse prétention de démocratie** : certains prétendent que ce slogan vise un État démocratique et laïc. Or, le Hamas et l'OLP rejettent explicitement cette idée. Les manifestants pacifiques utilisant ce slogan ont la responsabilité de se distancier des idées d'extermination qui y sont associées et de trouver une alternative.
- 4. Négation de la légitimité d'Israël** : le slogan présente tout le territoire comme « occupé », ignorant qu'Israël est membre de l'ONU depuis 1948 et qu'il n'y a jamais eu d'État palestinien indépendant dans la région. Le droit international, souvent invoqué à tort par les ennemis d'Israël, est en réalité bafoué par cette négation de la légitimité d'Israël.
- 5. Occupation contestée** : pour qu'il y ait un État occupant, il faut qu'il y ait un État occupé. Or, il n'y a jamais eu d'État arabe palestinien. Le territoire palestinien n'a jamais constitué autre chose qu'une province dans un ensemble colonial plus large.
- 6. Renversement de perspective** : à de nombreux égards, la Palestine a été « libérée » en 1948. Pendant 20 siècles, la Palestine n'a jamais désigné autre chose que la terre des Juifs. Seuls les Juifs avaient un passeport palestinien lors du Mandat britannique sur la Palestine, pas les arabes chrétiens ou musulmans. Les premières

pancartes et banderoles appelant à libérer la Palestine n'étaient pas peintes en rouge, vert, blanc et noir mais bien en bleu, blanc et jaune, les affiches sionistes de la fin 19ème siècle. Dans cette optique, c'est le sionisme qui est un mouvement décolonial, libérant la terre d'Israël de siècles de multiples colonisation, romaine, byzantine, arabe/musulmane et ottomane, et restaurant la souveraineté du peuple juif sur son territoire ancestral.

« GAZA EST TOUJOURS OCCUPÉE »

L'affirmation selon laquelle « Gaza est toujours occupée » ou qu'elle est « une prison à ciel ouvert » est largement répandue mais profondément trompeuse. Cette rhétorique non seulement ignore les réalités sur le terrain, mais sert également à obscurcir les véritables enjeux du conflit. Elle fait partie d'une stratégie plus large visant à délégitimer l'existence même d'Israël et à promouvoir un agenda dangereux qui va bien au-delà des frontières de la région. Pour comprendre la réalité, examinons l'histoire et les faits :

- 1. Contexte historique :** Gaza a été sous occupation égyptienne de 1949 à 1967. Israël en a pris le contrôle lors de la Guerre des Six Jours en 1967. En 2005, Israël s'est désengagé unilatéralement de Gaza, évacuant tous ses citoyens et son armée. En 2007, le Hamas a pris le contrôle de Gaza, conduisant à l'instauration d'un blocus par Israël et l'Égypte. Si l'on remonte plus loin dans l'histoire, les populations arabes se sont établies dans la région à la suite des conquêtes musulmanes du 7^e siècle, établissant une prééminence politique et culturelle sur les populations existantes, dont certaines communautés juives présentes depuis l'antiquité.
- 2. Réalité du désengagement :** en 2005, Israël a démantelé 21 localités à Gaza, forçant 8 500 de ses citoyens à quitter leurs foyers. Depuis, aucun Israélien, civil ou militaire, n'est présent dans la bande de Gaza. La communauté internationale avait promis qu'une fois Gaza non occupée, Israël pourrait vivre en paix et les Gazaouis prospéreraient – une promesse non tenue. Des milliards de dollars d'aide humanitaire ont été investis, sans pour autant améliorer significativement la situation ou garantir la stabilité promise.
- 3. Les raisons du blocus :** le blocus n'a commencé qu'en 2007, en réponse à la prise de contrôle par le Hamas, une organisation terroriste. Il vise, tant pour l'Égypte qu'Israël, à empêcher le Hamas de recevoir des armes et des fonds de pays hostiles comme l'Iran. Malgré le blocus, Israël continue de fournir des soins médicaux, de l'eau, de l'énergie et des permis de travail à des Gazaouis. L'arsenal massif du Hamas prouve cependant que ce blocus n'était pas hermétique.

- 4. Manipulation du terme « occupation » :** il existe une différence cruciale dans l'utilisation du terme. Certains l'utilisent pour décrire les territoires disputés depuis 1967. Pour le Hamas et ses partisans, tout Israël est considéré comme « occupé », du fleuve à la mer. Le terme « occupation » évoque délibérément l'occupation nazie de l'Europe, visant à assimiler Israël à un régime oppressif et à légitimer le mythe de la Nakba palestinienne. La charte du Hamas de 2017 déclare toujours : « Il n'y aura aucune reconnaissance de la légitimité de l'entité sioniste ». Quand le Hamas dit « mettre fin à l'occupation », il parle de mettre fin à l'existence d'Israël. Cette guerre sémantique illustre comment les ennemis d'Israël cherchent à imposer leur narration du conflit, utilisant le langage comme une arme pour façonner l'opinion publique et justifier leurs positions politiques.
- 5. Objectif mondial du Hamas et de l'islamisme :** pour le Hamas, « la Palestine » n'est qu'une étape d'un projet mondial de domination tyrannique. Leur « gouvernement » de Gaza depuis 2007 est un avant-goût de ce projet. L'objectif final va au-delà d'Israël, visant à terme les Chrétiens, les Musulmans humanistes, et tous les démocrates.
- 6. Les mots comptent. Les faits aussi :** Israël a tenu sa promesse lorsqu'il s'est désengagé. Israël a trahi nombre de ses propres citoyens, qui se sont vigoureusement opposés à ce retrait. Néanmoins, Israël s'est retrouvé sans paix, sans tranquillité d'esprit, et avec un voisin qui s'est transformé en enclave du Hamas. Aujourd'hui, Israël est confronté à une rampe de lancement sur plusieurs niveaux pour des milliers de roquettes, un territoire hostile, bouillonnant, mortellement dangereux avec des pillards et des assassins sans scrupules. Un voisin exportant sa misère et dirigé par des fanatiques qui traitent leurs compatriotes arabes comme de la chair à canon et des boucliers humains.

« ISRAËL EST UN ÉTAT D'APARTHEID »

Cette accusation, de plus en plus répandue, est non seulement inexacte mais aussi profondément offensante. Elle dénature la réalité d'Israël et trivialisent les souffrances des véritables victimes de l'apartheid en Afrique du Sud. Voici pourquoi cette comparaison est fallacieuse :

- 1. Contexte historique :** l'apartheid en Afrique du Sud était un système de ségrégation raciale strict, basé sur des classifications biologiques. Le musée de l'Apartheid à Johannesburg répertorie 148 lois qui classaient les gens en catégories raciales, déterminant leurs droits et discriminations. Israël n'a jamais adopté une seule loi

définissant les droits des individus selon leur race.

- 2. Réalité en Israël** : Israël est une démocratie pluraliste, unique dans sa région. Les citoyens arabes représentent 20% de la population, soit près de 2 millions de personnes, et jouissent des mêmes droits que les citoyens juifs. Ils sont bien intégrés dans la société israélienne : 17% des médecins, 40% des pharmaciens et 42% des étudiants en soins infirmiers sont arabes. Ils occupent également des postes de responsabilité comme juges à la Cour suprême, membres de la Knesset (parlement), et ont été membres clés de la coalition gouvernementale Bennett-Lapid de 2021 à 2022.
- 3. Nature du conflit** : Pour le Hamas, le Fatah, les musulmans sunnites arabes et les Iraniens chiites, « Israël, avec son judaïsme et ses juifs, défie l'islam et les musulmans par le simple fait de leur existence (voir la Charte du Hamas, Art. 28). En d'autres mots : « Israël, du fait qu'il est juif et qu'il a une population juive, défie l'islam et le musulman » (voir la nouvelle Charte du Hamas, Art. 20).
- 4. Accusations infondées** : les accusations d'État « suprémaciste », « colonialiste », « raciste » ou coupable de « nettoyage ethnique » sont des calomnies s'inscrivant dans une longue histoire d'antisémitisme. Ces allégations ignorent la réalité complexe d'Israël et son désir de paix, comme en témoignent les accords d'Abraham.
- 5. Processus de paix et implantations** : pendant le processus d'Oslo après 1994, Israël s'est retiré des principales villes palestiniennes et a approuvé la création de l'Autorité palestinienne. Le maintien d'implantations en Judée-Samarie visait une coexistence pacifique, à l'image de la diversité en Israël où un cinquième des citoyens sont des Arabes musulmans et chrétiens. Malheureusement, les dirigeants palestiniens, dont l'actuel président Mahmoud Abbas, ont revendiqué une Palestine « Judenrein » (sans Juifs), une exigence moralement choquante vu l'importance historique de cette région pour le peuple juif. Cette zone comprend des sites bibliques cruciaux tels que Sichem, Shilo et Hébron.
- 6. De Durban au 7 octobre** : en 2001, la conférence mondiale contre le racisme de Durban, en Afrique du Sud, s'est transformée en un festival de haine antisioniste. Quatre ans plus tard, des militants palestiniens ont propagé le virus en lançant la semaine de l'apartheid israélien sur divers campus. Ces accusations venimeuses, et l'hostilité aux efforts pour trouver un compromis, sont à la source de la sauvagerie du 7 octobre. Comme le proclame la charte du Hamas, « les initiatives, les soi-disant solutions pacifiques et les conférences internationales sont en contradiction avec les principes du mouvement de résistance islamique ». C'est clair !

7. Un obstacle à la paix : cette accusation fallacieuse contre Israël nuit aux Palestiniens en polarisant le débat, ignorant les progrès de coexistence, et renforçant l'extrémisme. Elle détourne l'attention des vrais défis, alimente la victimisation, et sape la crédibilité des revendications légitimes. Cette rhétorique entrave la résolution du conflit et la coexistence pacifique, desservant ainsi les intérêts à long terme du peuple palestinien.

Ce qu'est vraiment un génocide



6 MILLIONS

la Shoah (1933-1945)
Massacre de 6 millions de Juifs par les Nazis et leurs collaborateurs



3.9 MILLIONS

Holodomor (Ukraine 1932-33):
3,9 millions d'Ukrainiens (peut-être 7 millions) sont morts à cause d'une famine provoquée par les politiques de collectivisation forcée de l'Union soviétique sous Joseph Staline.



1.5-3 MILLIONS
Génocide Khmers rouges au Cambodge (1975-79):

Le régime communiste de Pol Pot a exterminé environ 1,5 à 3 millions de Cambodgiens, plus de 25 % de la population.



1.2 MILLION
Génocide arménien (1915-1916)

L'Empire ottoman a assassiné entre 664 000 et 1,2 million de Chrétiens arméniens pendant la Première Guerre mondiale.



800,000
Génocide des Tutsis au Rwanda (1994)

Les Hutus ont massacré une population estimée à 800,000 Tutsis en seulement 100 jours.

« LE SIONISME EST UN COLONIALISME DE PEUPEMENT »

En 2023, le Bureau des droits de l'homme des Nations Unies a rapporté que près d'un million d'enfants tibétains ont été contraints de fréquenter des écoles résidentielles pour les assimiler culturellement, religieusement et linguistiquement. De plus, la Chine mène une campagne similaire contre les Ouïghours dans le Xinjiang, incluant des détentions massives, des stérilisations forcées et des contrôles des naissances pour réduire les taux de natalité. Malgré cela, peu de critiques émanent des militants humanitaires.

L'évolution des insultes suprêmes reflète les changements dans la conscience collective. Jadis, l'étiquette de « nazi » représentait le summum de l'infamie. Aujourd'hui, c'est l'accusation de « colonialiste » qui incarne le mal absolu dans certains discours. Sans surprise, les détracteurs d'Israël s'emparent de cette rhétorique. Pourtant, son application à ce contexte est manifestement absurde : l'idée qu'un peuple puisse coloniser sa terre ancestrale est un contresens flagrant. Cette manipulation sémantique vise à délégitimer une présence historique millénaire. En réalité, elle falsifie l'histoire et révèle davantage les partis pris idéologiques de ceux qui l'emploient qu'une quelconque vérité historique ou juridique.

Le colonialisme de peuplement, tel qu'il a été pratiqué par les Européens en Amérique, en Afrique du Sud et en Australie par le passé, ainsi que par la Chine aujourd'hui, diffère fondamentalement du sionisme. Le sionisme se distingue par au moins sept différences essentielles :

- 1. Origine et continuité historique des Juifs** : contrairement aux colonialistes, les Israéliens n'ont pas entrepris une expédition coloniale vers une terre étrangère. Les Juifs sont revenus dans une région où leurs racines sont anciennes, parlant la même langue et étudiant les mêmes textes que leurs ancêtres. Leur lien avec cette terre remonte à 3 200 ans, malgré les nombreuses invasions impériales qui se sont succédé. Les Juifs forment une tribu sémitique autochtone de cette région, ce qui est ignoré par ceux qui les qualifient de colonisateurs. Cette accusation nie la longue histoire juive en Terre d'Israël, notamment dans les régions historiquement connues sous les noms de Judée et Samarie, et rejette le fait que les Juifs soient un peuple autochtone de cette terre.
- 2. Définition du colonialisme et son application erronée à Israël** : le colonialisme est défini par l'*Oxford Dictionary* comme « l'acte de prendre le contrôle d'une région ou d'un pays qui n'est pas le sien, notamment en utilisant la force, et d'envoyer des gens de son propre pays y vivre ». Historiquement, des exemples incluent la

France en Algérie et les Britanniques en Inde. Appliquer cette définition à Israël est trompeur, car les Juifs revenaient sur une terre à laquelle ils sont liés historiquement et culturellement. La notion qu'un peuple puisse coloniser sa propre terre est contradictoire. Le rétablissement de l'État d'Israël au XXe siècle a résulté d'une lutte pour l'indépendance, à la fois contre l'Empire colonial britannique, qui limitait sévèrement l'immigration juive, et contre l'impérialisme panarabe, qui rejetait le droit des Juifs à l'autodétermination.

3. Terminologie et perceptions modernes : les termes « Cisjordanie » et « Palestine » sont des constructions modernes. Le terme « Cisjordanie » a été popularisé par l'administration jordanienne entre 1948 et 1967, mais les noms de Judée et Samarie, utilisés pendant plus de 3 000 ans, témoignent de la continuité de la présence juive. Le nom « Palestine » fut attribué par les Romains pour effacer le nom de Judée (territoire historique de la tribu de Juda, fils du patriarche Jacob) et a été utilisé par diverses puissances sans jamais désigner un peuple spécifique avant le XXe siècle. Avant 1948, les Juifs revenant sur la terre d'Israël étaient même considérés comme des Palestiniens par les Britanniques. Par exemple, une équipe de football de 1939 était désignée comme palestinienne, montrant que le terme n'était pas exclusivement associé aux Arabes avant la création de l'État d'Israël.

4. Absence d'État palestinien et immigration récente : Il n'y a jamais eu d'État palestinien souverain sur cette terre. La population non-juive de cette région est majoritairement issue d'immigration récente, comme l'illustrent les recensements de l'époque ottomane et du Mandat britannique. Beaucoup de ces immigrants venaient de régions telles que l'Égypte, la Syrie, le Liban, la Jordanie et d'autres pays arabes. Ils parlaient une variété de dialectes arabes, et leur arrivée massive s'est produite principalement durant la période du Mandat britannique, attirés par les opportunités économiques créées par le développement sioniste. La population non-juive est donc surtout d'origine coloniale, avec une immigration récente provenant de 22 pays différents et parlant 50 langues différentes.

5. Coexistence des cultures : le sionisme n'a pas éradiqué les populations locales. Depuis 1948, la population arabe de la Palestine historique a quadruplé, passant d'environ 1,4 million à environ 5 millions. Contrairement aux colonies européennes où les populations autochtones ont été décimées, Israël a vu une croissance démographique significative parmi les Arabes.

6. Reconnaissance internationale : Israël a été établi avec la reconnaissance internationale et le soutien de la Ligue des Nations et des Nations Unies. Cette

légitimité internationale distingue Israël des colonies de peuplement européennes qui étaient souvent imposées sans consentement international. La Déclaration Balfour (1917), le Traité de Lausanne (1923), le Mandat britannique (1922), la Résolution de San Remo (1920) et le Traité de Sèvres (1920) ont créé le droit international, reconnu et rétabli les droits autochtones historiques des Juifs à leur Terre.

7. L'intégration culturelle est au cœur du sionisme : le sionisme vise à créer un foyer national pour le peuple juif, plutôt qu'à exploiter ou remplacer les populations locales. Israël est le seul pays juif au milieu de 22 pays arabes, et la langue, la culture et la religion arabes restent dominantes dans la région. La langue arabe est d'ailleurs la seconde langue parlée en Israël.

Ces points montrent que le sionisme, contrairement au colonialisme de peuplement, ne cherche pas à éradiquer ou remplacer les populations locales, mais à coexister avec elles dans un cadre reconnu internationalement. Les accusations de colonialisme de peuplement contre Israël sont souvent motivées par des idéologies politiques et ne tiennent pas compte des réalités historiques et démographiques.

« ISRAËL COMMET UN GÉNOCIDE »

Le génocide, littéralement le massacre d'un peuple, implique une série systématique d'actes violents « commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux ». Pourtant, la population qui se veut « palestinienne » depuis les retraits égyptien et jordanien de 1967, a quintuplé depuis cette date, passant d'un peu plus d'un million à près de cinq millions et demi de personnes. Les « sionistes » semblent aussi mauvais en « génocide » qu'en « apartheid » !

1. Ordre de grandeur : le génocide est défini comme l'extermination systématique d'un groupe ethnique, national, racial ou religieux. La Shoah s'est soldée par l'assassinat de 6 millions de Juifs, le génocide arménien a coûté la vie à environ 1,3 million d'Arméniens, et le génocide rwandais a vu environ 800 000 Tutsis tués. Les estimations du nombre de civils tués à Gaza varient mais se chiffrent en quelques milliers.

2. Objectif des combats : Israël mène des opérations à Gaza pour libérer les otages israéliens et éradiquer le Terrorisme. Le Hamas utilise des civils comme boucliers humains, ce qui augmente les risques de pertes civiles dans les frappes israéliennes.

3. Respect des lois de la guerre : Israël suit la doctrine de la « pureté des armes » et s'efforce de minimiser les pertes civiles. Voici quelques mesures prises :

- Environ 21 millions d'ordres d'évacuation ont été envoyés aux civils dans les zones de combat.
- Des avertissements téléphoniques et des tracts sont distribués. Des munitions non-explosives sont parfois utilisées pour frapper les toits des bâtiments visés en guise d'avertissement.
- Depuis octobre 2023, 500 000 tonnes de vivres ont été distribuées à Gaza.

En Israël, les bavures sont jugées par des cours martiales et sanctionnées par la loi. À l'inverse, les actes violents contre les civils israéliens sont parfois célébrés par les factions palestiniennes et la population.

4. Une accusation infondée : depuis 1990, la population palestinienne de Gaza a enregistré une croissance de 155%. Si Israël voulait vraiment commettre un génocide, il aurait pu éliminer toute la population de Gaza en une journée ; Israël n'aurait pas risqué la vie de ses soldats ; plus de 700 soldats israéliens sont morts depuis le début du conflit. Israël n'aurait pas évacué les civils des zones de combat et aurait bloqué toute aide humanitaire.

5. Une accusation antisémite : cette accusation est une manière déguisée de salir la mémoire des véritables victimes des génocides historiques. Elle se fonde sur une projection psychanalytique (« L'Europe ne Pardonna Jamais Auschwitz aux Juifs »), à savoir penser que vos ennemis vous feraient ce que vous leur feriez si vous le pouviez. Les calomnies selon lesquelles les Israéliens ciblent les Palestiniens pour les exterminer, miment la *Charte du Hamas*, ses bombardements aveugles des civils israéliens depuis près de vingt ans, – qui seraient morts par centaines de milliers sans le Dôme de fer et une défense civile très stricte, et le sadisme inouï que l'on a vu à l'œuvre le 7 octobre, pire même dans ses exactions que le récent génocide des Yézidis par Daesh.

« BOMBARDEMENTS DISPROPORTIONNÉS »

La guerre asymétrique est difficile. Lorsque des terroristes attaquent des civils, puis se cachent derrière leurs propres civils, que peut faire l'armée d'un pays démocratique ? Inévitablement, certains des civils utilisés comme boucliers humains vont mourir. De plus, lorsque vous avez une armée de l'air et que vous devez choisir entre bombarder un ennemi depuis les airs ou envoyer vos troupes faire du porte-à-porte, au risque de tomber dans une embuscade et d'être tués, que faut-il décider ? Les dirigeants ont une responsabilité morale fondamentale envers leurs citoyens et la responsabilité morale première d'un défenseur est de défendre ceux qui sont injustement et cruellement

attaqués. Les civils gazaouis qui refusent vraiment leur position de boucliers humains suivent les consignes israéliennes qui les aident par tous les moyens à quitter le champ de bataille. Ils pourraient aussi se réfugier provisoirement en Égypte, si l'ONU l'exigeait de l'Égypte. Enfin, s'ils n'étaient pas fanatisés dès la naissance par les « écoles » de l'UNRWA, ils pourraient facilement se révolter, à cent contre un contre le Hamas, le désarmer, et libérer les otages, dont le rapt les marquera durablement d'une particulière infâmie.

De même, le droit international interdit « les attaques qui ne sont pas dirigées contre un objectif militaire spécifique ». Lorsqu'un agresseur se cache dans des mosquées, des hôpitaux, des écoles maternelles et des écoles, ces bâtiments civils normalement intouchables deviennent des cibles militaires légitimes. Pour insister sur la violation des normes de civilisation, on les appelle « mosquées du Hamas », « hôpitaux du Hamas » et « écoles maternelles du Hamas ». Ceux qui se plaignent d'une « réponse disproportionnée » de la part d'une armée régulière, lorsqu'elle combat des terroristes dont les infrastructures meurtrières sont camouflées en ville, occultent par naïveté ou malveillance la nécessité d'actions militaires défensives. Lorsque votre ennemi tente votre annihilation, puis jure d'essayer encore et encore, il est irréaliste, sinon spécieux, de ne s'attendre à aucun dommage collatéral.

La responsabilité morale de chaque mort, de chaque blessé et de chaque erreur de tir incombe au Hamas parce qu'il est à l'origine de cette guerre et la poursuit sans cesse le feu ni délivrer les civils kidnappés. La guerre implique un affrontement de forces et a des conséquences dramatiques. Pour gagner, il est logique et moral de mobiliser autant de forces que possible dans les limites du raisonnable, sans être immédiatement critiqué, comme c'est trop souvent le cas pour Tsahal, et bien trop rarement pour l'ensemble de agressions tyranniques à l'œuvre aujourd'hui, à l'échelle mondiale.

« CESSEZ-LE-FEU HUMANITAIRE » :

Pendant dix-huit ans, le monde a crié « bombardements disproportionnés » et appelé à des « cessez-le-feu humanitaires » chaque fois qu'Israël ripostait aux tirs de roquettes aveugles de Gaza. Pendant dix-huit ans, le Hamas a volé une grande partie de l'aide humanitaire envoyée à Gaza. Après que le Hamas a envahi Israël et brisé tant de vies, qu'y aurait-il d'« humanitaire » dans un cessez-le-feu prématuré d'un point de vue israélien ? C'est comme si vous vous disiez « en faveur de la paix », tout en tolérant une dictature terroriste à Gaza qui opprime les Gazaouis et menace les Israéliens, avec la complicité de multiples tyrannies liberticides.

La plupart des appels au « cessez-le-feu » ne visent qu'Israël. Demandez un « cessez-le-feu » du Hezbollah, des Houthis et d'autres alliés iraniens, et du Hamas avec la libération de tous les otages.

L'obligation première d'Israël est de défendre ses citoyens et de libérer ses otages, de rétablir un certain équilibre qui dissuade ses voisins génocidaires, tout en réorganisant ses frontières pour qu'une zone tampon « propre », sans agriculture, sans intrusion humaine, protège des Gazaouis, leurs voisins israéliens.

Israël a créé des couloirs humanitaires et distribué des 40 000 tonnes « d'aide humanitaire », notamment du carburant, – qui a permis que les tunnels d'où partaient les attaques du Hamas continuent à fonctionner ! Le 7 octobre, des terroristes du Hamas ont enlevé Omar Wenkert, un jeune homme de 22 ans souffrant de colite. Son père demande : « Pourquoi les terroristes reçoivent-ils de l'aide de mon pays, alors que ces ravisseurs ne donnent pas à mon fils les médicaments dont il a besoin ? » Ces dilemmes sont angoissants.

Israël a essayé d'alléger le fardeau des innocents coincés entre le Hamas et l'armée israélienne tout en réfutant le mensonge selon lequel le Hamas est un petit groupe marginal à Gaza. La plupart des Gazaouis, ainsi que 72 % des Palestiniens, ont célébré le carnage, et beaucoup y ont participé avec zèle. Pourtant, Israël continue d'expérimenter des moyens d'aider les civils et de minimiser leurs souffrances. Des experts militaires extérieurs ont reconnu que cette modération d'Israël a prolongé les opérations, parfois limité ses succès militaires, et parfois mis en danger des vies israéliennes. Malheureusement, l'expression « aide humanitaire » signifie trop souvent de fait réapprovisionner le Hamas, tandis que la demande d'un « cessez-le-feu » ne mène à brider que Tsahal, et à permettre aux tueurs du Hamas de se regrouper.

Les propagandistes « propalestiniens » faussent le sens des mots, nient la réalité des faits, historique et actuelle, et retardent gravement l'issue juste et pacifique qui bénéficierait à tous. Le 7 octobre a été une épouvante cauchemardesque, cinquante fois pire que le 11 septembre, au prorata de la population civile martyrisée, après des illusions de sécurité. Cependant Israël se doit de rester modéré pour son propre bien, pour que ses soldats puissent dormir la conscience tranquille, et pour son identité de nation moderne. La culture juive le permet. La tolérance pour la propagande mensongère et sa crédulité internationale ne tiennent pas face aux exactions du Hamas et du Hezbollah. Le défi actuel est désormais de créer une nouvelle réalité et un nouveau lexique pour la nommer, afin de construire un Proche et un Moyen-Orient meilleurs, plus justes et véritablement plus sûr pour tous. Car la leçon fondamentale de la prophétie biblique et de la pensée rationnelle, c'est qu'il n'y a pas de fatalité.

ÉPILOGUE

LES LEÇONS DU 13 AVRIL

Ce guide, centré sur le 7 octobre et la guerre qui a suivi entre Israël et le Hamas, s'inscrit dans un contexte plus large. L'attaque iranienne du 13 avril 2024, avec ses 320 drones et missiles, illustre plusieurs thèmes clés de ce conflit complexe.

Israël se trouve engagé sur plusieurs fronts contre des forces djihadistes qui bafouent régulièrement les normes internationales. Ces adversaires ne s'opposent pas

Pourquoi l'Iran est-il impliqué dans la guerre entre Israël et le Hamas ?

L'Iran est à plus de 1 600 kilomètres d'Israël



Depuis 1979, la République islamique d'Iran poursuit un programme djihadiste contre le " Grand Satan ", les États-Unis, et le " Petit Satan ", Israël.



La volonté de l'Iran de développer des armes nucléaires

a déclenché une guerre de l'ombre avec Israël, caractérisée par des tentatives israéliennes de saboter et de dévoiler l'avancement du programme, et d'assassiner certains de ses dirigeants.



L'Iran agit par procuration. Sa stratégie de consiste à financer des terroristes djihadistes comme le Hezbollah, le Hamas et les Houthis, à les armer, à les entraîner et à les contrôler.

Il les encourage à se battre contre Israël et à essayer de l'encercler afin de le rendre invivable.

uniquement à l'État hébreu, mais rejettent également les valeurs occidentales et américaines, notamment les droits de l'homme. Paradoxalement, même face à des attaques d'une ampleur sans précédent, Israël reste soumis à des exigences de retenue uniques, ses alliés lui demandant souvent de faire preuve de modération avant même qu'il n'ait eu l'occasion de riposter.

La rhétorique anti-israélienne, loin d'être inoffensive, alimente une violence bien réelle contre tous les Israéliens, Juifs comme non-Juifs. Les systèmes de défense sophistiqués d'Israël, bien qu'impressionnants et efficaces, ne peuvent garantir une protection totale, comme en témoigne la blessure de la jeune Amina al-Hassouni, touchée par les débris d'un missile intercepté.

Cependant, l'épisode du 13 avril révèle aussi les forces considérables d'Israël. Sa défense, fruit d'une collaboration étroite entre renseignement et technologie de pointe, s'est montrée remarquablement efficace. Le courage et la compétence des forces israéliennes ont une fois de plus été démontrés. Plus important encore, cette nuit a mis en lumière une coopération internationale solide, impliquant les États-Unis, l'Europe, la Jordanie et même l'Arabie Saoudite.

Cette solidarité et ces capacités, face à des menaces multiples et complexes, offrent des raisons d'espérer. Elles suggèrent qu'Israël, malgré les défis auxquels il est confronté, n'est ni impuissant ni isolé sur la scène internationale. Cette résilience et ce soutien international pourraient bien être les clés pour naviguer dans les eaux troubles du Moyen-Orient et tracer la voie vers un avenir plus stable et sécurisé.

Dans ce contexte de tensions et de défis, il est crucial de comprendre les dynamiques plus larges qui façonnent la région. L'Iran, acteur majeur de la déstabilisation, continue d'instrumentaliser le Hamas et le Hezbollah dans sa quête d'hégémonie, menaçant l'équilibre fragile du Moyen Orient. Face à cette menace grandissante, une prise de conscience émerge progressivement parmi les dirigeants arabes.

Ces leaders, pleinement conscients des ravages de l'islamisme radical, se trouvent dans une position délicate. Publiquement, ils doivent composer avec l'opinion de leur rue, souvent favorable au Hamas. En privé, cependant, ils reconnaissent le danger que représente cette idéologie extrémiste pour la stabilité de leurs propres régimes et de la région tout entière.

La potentielle défaite du Hamas, si elle venait à se concrétiser, pourrait ouvrir de nouvelles perspectives diplomatiques. Sans céder à un optimisme excessif, on peut envisager une extension prudente des Accords d'Abraham et une normalisation graduelle des relations avec Israël. L'objectif d'un Moyen-Orient libéré de l'emprise des extrémistes reste lointain, mais pas inatteignable.

Histoire d'Israël de l'antiquité à nos jours



1

2000-1750 AEC env.

Abraham et Sarah partent pour Canaan

1400-1250 AEC env.

Exode et retour au pays

2



3

1006-930 AEC env.

Règne de **David** et Salomon, construction du Premier Temple

586 AEC

Destruction du Premier Temple, exil à Babylone

4



5

520 AEC-70 EC

Second Temple, les Maccabées, Hérode, Hillel, Jésus, guerre civile

70 EC

Exil : Les Romains détruisent le Second Temple et exilent de nombreux Juifs, bien que certains d'entre eux continuent à vivre sur la terre d'Israël tout au long de l'exil.

6



1897

7



Sionisme : Vingt années de travail pionnier aboutissent à la fondation du mouvement sioniste moderne avec Theodor Herzl et au premier congrès sioniste à Bâle, en Suisse

8

1921



Partage de la Transjordanie.
Sous le mandat britannique, le territoire de la Palestine est divisé

1947

9

Plan de partage de l'ONU.
Le territoire de la Palestine est à nouveau divisé, mais David Ben Gourion accepte le plan de partage pour obtenir le statut d'État.

10

1948



Fondation d'Israël.
Six armées arabes attaquent le nouvel État.

Années 1950

11

Migration massive de 850 000 Juifs des pays arabes. Ils deviennent citoyens du nouvel État et non réfugiés permanents

12

1956



La crise du canal de Suez, alliance anglo-franco-israélienne

13

Années 1960

L'idéal communautaire prospère

1967

14

La guerre des Six Jours.

Israël conquiert/libère le Sinaï, le plateau du Golan, Jérusalem, la Cisjordanie et Gaza (L'OLP a été fondée 3 ans plus tôt)



15

Années 1970

Basculements

L'arrogance et le désespoir en 1973
L'espoir de paix en 1976 et 1979

1973

16

la Guerre du Kippour.

Attaque surprise de l'Égypte et de la Syrie



17

1979



Le traité de Camp David

avec l'Égypte.
Israël restitue le Sinaï

Années 1980

18

La grande inflation et une légère dépression



19

1982

La guerre du Liban.

Israël attaque l'OLP, un État dans l'État.



20

Années 1990

La paix d'Oslo ne dure pas, mais le boom de la haute technologie perdure

1993

21

Accords de paix d'Oslo avec les Palestiniens

22

Années 2000

L'ère du terrorisme mais une plus grande prospérité : Israël, la start-up nation

2000

23

Echec des négociations de Camp David. Les Palestiniens se tournent vers la violence



24

2005

Le désengagement de Gaza

Années 2010

Les accords d'Abraham. Certains conflits entre Israël et les pays arabes ont été résolus, d'autres persistent

25



26

Années 2020

Divisions en période de sécurité, union en période de crise en particulier le 7 octobre 2023

Pour aller plus loin

Jérémy André, *Israël, 7 octobre 2023 : Un pogrom au XXI^e siècle*, Édition Flammarion/Le Point, 2024. Compte-rendu détaillé de cette tragédie par des journalistes de terrain. Préface magistrale d'Etienne Gernelle. Postface inspirée de Kamel Daoud, mettant en exergue les similitudes avec les massacres islamistes en Algérie dans les années 1990.

Joann Sfar, *Nous vivrons – Enquête sur l'avenir des Juifs*, Éditions Les Arènes, 2024. Roman graphique puissant et intime. Après le 7 octobre 2023, des millions de Juifs se sont réveillés avec une cible sur la tête.

Frédéric Encel, *Atlas géopolitique d'Israël*, Autrement, 2023. Présentation des défis géopolitiques d'Israël à travers des cartes et des analyses qui mettent en lumière ses enjeux sécuritaires et diplomatiques.

Georges Bensoussan, *Les origines du conflit israélo-arabe (1870–1950)*, PUF (Que sais-je ?), 2023. Examen de la genèse du conflit, soulignant son enracinement culturel et anthropologique avant 1914, et analysant les discours qui ont façonné sa perception.

Denis Charbit, *Qu'est-ce que le sionisme ?*, Albin Michel, 2024. Exploration des origines, évolutions et interprétations du mouvement sioniste, offrant une analyse approfondie de ses dimensions idéologiques, politiques et culturelles.

Benny Morris, *Victimes, histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, Complexe, 2003. Réévaluation critique du conflit, proposant une révision des faits et narrations qui ont façonné cette histoire complexe.

Alain Dieckhoff, *Israël-Palestine : une guerre sans fin ? 22 questions décisives*, Armand Colin, 2022. Analyse approfondie des enjeux, dynamiques et perspectives pour comprendre la persistance de ce conflit.

Michaël Bar-Zvi et Claude Franck, *Le Sionisme*, Les Provinciales, 2015. Examen des fondements historiques, développements idéologiques et impacts politiques du sionisme.

Shlomo Avineri, *Histoire de la pensée sioniste*, J. C. Lattès, 1982. Le livre retrace l'évolution de la pensée sioniste en explorant les principales idées, théories et figures qui ont façonné le mouvement, offrant ainsi une analyse approfondie de ses contributions intellectuelles et politiques au fil du temps

Ernst Pawel, *Théodore Herzl ou le labyrinthe de l'exil*, Le Seuil, 1992. Examine la vie et l'œuvre de Théodore Herzl, mettant en lumière les défis personnels et politiques qu'il a affrontés et son rôle central dans le sionisme.

David Nirenberg, *Antijudaïsme*, Labor et Fides, 2023. Analyse du phénomène de l'antijudaïsme à travers l'histoire, examinant ses racines, manifestations et impacts sur les sociétés chrétiennes, avec une réflexion sur ses répercussions contemporaines.



Directeur de recherche au Jewish People Policy Institute (Jérusalem), Gil Troy est responsable de la réflexion sur la pensée sioniste. Professeur à l'Université McGill (Montréal), il est également une référence en histoire nord-américaine.

Auteur de treize ouvrages, dont huit sur la présidence américaine et cinq sur le sionisme, il a notamment publié le best-seller « The Zionist Ideas: Visions for the Jewish Homeland – Then, Now, Tomorrow », une anthologie des écrits sionistes de Théodore Herzl en trois volumes, et « Never Alone », coécrit avec Natan Sharansky. Ce dernier ouvrage a été salué par le président Isaac Herzog, qui qualifie Gil Troy de « chercheur, écrivain et enseignant exceptionnel ». Son prochain livre, « To Resist the Academic Intifada: Letters to My Students on Defending the Zionist Dream », sur la défense de l'idéal sioniste dans le milieu universitaire, paraîtra à l'automne 2024.



Directeur de recherche au Jewish People Policy Institute (Jérusalem), Dov Maimon est responsable de la stratégie du peuple juif envers l'Islam. Auteur d'une étude très remarquée sur « le judaïsme européen en 2030 », il a dirigé la taskforce du gouvernement israélien sur l'avenir des Juifs de France.

Né à Paris, il s'installe en Israël à 18 ans. Ingénieur du Technion et diplômé de l'INSEAD en management, sa thèse en Sorbonne sur les mystiques juive et musulmane reçoit le prix du meilleur doctorat français. Maître de conférences aux Universités de Ben Gourion (Beer-Shéva) et du Mont Scopus (Jérusalem), il travaille sur les rapports entre histoire, religions et politique. Son prochain livre « France : les derniers juifs d'Europe », coécrit avec Didier Meir Long, paraîtra en janvier 2025 aux Éditions du Cherche Midi

«Ce petit livre rare et précieux est tout simplement un ouvrage essentiel. Au milieu de tous les mensonges proférés depuis le 7 octobre et de la confusion qui règne, ce guide offre des explications claires qui font autorité, et déroule les faits qui doivent être connus de façon pédagogique. Imprimez-le, lisez-le et partagez-le largement. Faites-en un compagnon indispensable en ces temps troublés ».

Natan Sharansky, prisonnier de Sion, militant des droits de l'homme, ancien vice-premier ministre israélien



Utilisez ce code QR pour télécharger des exemplaires de cette publication ou visitez notre site : www.jpipi.org.il